



KPMG Audit  
224 rue Carmin  
CS 17610  
31676 Labège Cedex  
France



**Grant Thornton**

L'instinct de la croissance™

Grant Thornton  
Membre de Grant Thornton International  
29 rue du Pont  
92200 Neuilly-sur-Seine  
France

# Latécoère S.A.

**Rapport des commissaires aux comptes sur les  
comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2017  
Latécoère S.A.  
135, rue de Périole - 31500 Toulouse  
*Ce rapport contient 52 pages*  
Référence : MD - 182.008 RCC



KPMG Audit  
224 rue Carmin  
CS 17610  
31676 Labège Cedex  
France



Grant Thornton  
Membre de Grant Thornton International  
29 rue du Pont  
92200 Neuilly-sur-Seine  
France

## **Latécoère S.A.**

Siège social : 135, rue de Périole - 31500 Toulouse  
Capital social : €. 189.489.904

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'Assemblée générale des actionnaires de la société Latécoère S.A.,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Latécoère S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés* » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

### Contrats de construction

#### Risque identifié

Comme indiqué dans la note 2.16 de l'annexe, le Groupe réalise 46,1% de son chiffre d'affaires au travers de contrats de construction de sous-ensembles avioniques dont la durée couvre plusieurs exercices.

Le Groupe facture à la livraison de chaque sous-ensemble et toute la facturation effectuée est acquise quelle que soit l'issue du programme. En conséquence, le chiffre d'affaires et la marge estimée sont reconnus à l'avancement qui est déterminé pour chaque programme par rapport à la livraison des sous-ensembles (« milestones »).

La marge estimée à terminaison est calculée pour chaque programme sur la base d'une prévision comprenant les éléments techniques et budgétaires. Cette marge est révisée périodiquement en fonction des coûts et produits réalisés sur la période et restant à venir. Lorsque la marge prévisionnelle est négative, elle est immédiatement constatée en résultat.

Par ailleurs, dans le cadre de ces contrats de construction couvrant plusieurs exercices, le Groupe est amené, au cours des premiers exercices, à constater au bilan des coûts de production ou encours courbe qui sont ensuite recyclés en résultat.

Nous avons considéré que l'évaluation du chiffre d'affaires et de la marge prévisionnelle ainsi que la valorisation de l'encours courbe pour les programmes en cours de construction constituent des points clés de l'audit en raison de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la Direction.

#### Notre réponse

Nous avons notamment :

- pris connaissance des procédures et des contrôles mis en place par le Groupe concernant la détermination du chiffre d'affaires et l'estimation des marges prévisionnelles par programme et testé l'efficacité opérationnelle de ces contrôles ;
- testé les contrôles du Groupe relatifs à la concordance de la facturation avec les livraisons effectuées ;
- pour l'ensemble des contrats de construction :
  - rencontré les responsables de programme,
  - rapproché les données comptables avec les suivis de chantier,
  - corroboré le degré d'avancement retenu en examinant notamment la documentation technique et les carnets de commande des clients concernés,

- comparé les estimations des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes,
- comparé les résultats cumulés et l'encours courbe enregistré à l'actif du bilan avec les estimations de marge prévisionnelle par programme,
- et apprécié le caractère raisonnable des estimations de coûts futurs.

### Couverture de change EUR/USD et instruments financiers dérivés

#### **Risque identifié**

Le Groupe réalise une part importante de son chiffre d'affaires en devises étrangères, principalement en dollar US. Afin de couvrir son risque de change, il met en œuvre une politique de couverture de change s'appuyant sur la gestion d'un portefeuille d'instruments financiers dérivés (ventes à terme, tunnels d'options, ...).

Comme indiqué dans la note 2.18 de l'annexe, la comptabilisation des instruments financiers dérivés dépend de leur désignation ou non en tant qu'instruments de couverture s'ils respectent les critères de qualification fixés par la norme IAS 39. Pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat, où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la mesure de leur efficacité. Pour les couvertures de flux de trésorerie futurs, la part efficace du produit ou de la perte sur l'instrument de couverture est directement comptabilisée au niveau des capitaux propres puis rapportée au compte de résultat de la période au cours de laquelle le sous-jacent couvert est comptabilisé au compte de résultat, la part inefficace et la valeur temps des options (non qualifiée) sont reconnues immédiatement en résultat financier. Les profits ou les pertes résultant de la variation de la juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas traités comme des instruments de couverture, sont comptabilisés en résultat financier.

Dans les comptes consolidés clos le 31 décembre 2017, les instruments financiers qui ne sont pas traités comme des instruments de couverture ont généré un produit financier de 31,3 millions d'euros et les couvertures de flux de trésorerie futurs se sont traduites par un impact avant impôts de 48,4 millions d'euros sur les capitaux propres.

Nous avons considéré la comptabilisation des instruments financiers comme un point clé de l'audit du fait de l'importance de leur qualification en tant qu'instrument de couverture sur le résultat du Groupe et du jugement nécessaire à la détermination de leurs justes valeurs.

#### **Notre réponse**

Nous avons obtenu une compréhension des procédures de contrôle interne concernant la qualification et l'évaluation des instruments financiers dérivés.

Avec l'assistance de nos spécialistes, nous avons également :

- analysé les contrats de souscription des principaux nouveaux instruments financiers dérivés de l'exercice ;
- apprécié la désignation des instruments financiers dérivés, ainsi que leur traduction comptable dans les comptes consolidés ;
- effectué pour une sélection de contrats une valorisation des justes valeurs (*mark-to-market*) au 31 décembre 2017 ;

- apprécié la cohérence des justes valeurs estimées par l'expert de la société avec nos propres estimations et obtenu par ailleurs des banques des confirmations externes de ces valorisations.

Nous avons apprécié le caractère approprié de l'information fournie dans les notes 2.18 de l'annexe.

#### **Vérification des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

#### **Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

##### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Latécoère S.A. par l'Assemblée générale du 3 juin 2005 pour le cabinet Grant Thornton et du 25 juin 1993 pour le cabinet KPMG S.A. Par ailleurs, la société Fidulor, membre du réseau Grant Thornton depuis 2002, était précédemment commissaire aux comptes de la société Latécoère S.A. depuis le 10 juin 1983.

Au 31 décembre 2017, Grant Thornton était dans la 32<sup>e</sup> année de sa mission sans interruption et KPMG S.A. dans la 24<sup>e</sup> année depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

#### **Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la Direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

### **Rapport au Comité d'audit**

Nous remettons un rapport au Comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes,

Labège, le 11 avril 2018

Neuilly-sur-Seine, le 11 avril 2018

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

Grant Thornton  
Membre de Grant Thornton International



Michel Dedieu  
Associé



Pascal Leclerc  
Associé

# COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2017

## 1 Etat de la situation financière consolidée

En milliers d'euros	Notes	31-déc.-17	31-déc.-16
Immobilisations incorporelles	5.1	10 357	12 894
Immobilisations corporelles	5.1	86 819	76 110
Autres actifs financiers		3 415	2 430
Impôts différés	15.2	967	27 516
Instruments financiers dérivés	9.1	23 993	0
Autres actifs long terme		147	156
<b>TOTAL ACTIF NON COURANT</b>		<b>125 698</b>	<b>119 107</b>
Stocks et en-cours	6.1	363 253	391 051
Clients et autres débiteurs	8	151 148	169 732
Créances d'impôt	15.1	19 378	22 787
Instruments financiers dérivés	9.1	17 002	449
Autres actifs courants		1 309	1 808
Trésorerie et équivalents de trésorerie		141 992	147 444
Actifs classés comme détenus en vue de la vente		2 331	0
<b>TOTAL ACTIF COURANT</b>		<b>696 412</b>	<b>733 271</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>822 110</b>	<b>852 378</b>

En milliers d'euros	Notes	31-déc.-17	31-déc.-16
Capital	10.2	188 790	188 087
Primes liées au capital		215 008	214 408
Actions propres		1 632	1 575
Autres réserves		1 777	-3 631
Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs		26 591	-5 918
Résultat de la période		3 574	6 033
<b>CAPITAL EMIS ET RESERVES ATTRIBUABLES AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE</b>		<b>437 370</b>	<b>400 554</b>
<b>PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE</b>		<b>-777</b>	<b>-925</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>436 593</b>	<b>399 629</b>
Emprunts et dettes financières	13.1	45 060	78 225
Avances remboursables	13.3	42 831	42 614
Engagements envers le personnel	12	15 651	13 521
Provisions non courantes	11	7 049	21 876
Impôts différés	15.2	154	527
Instruments financiers dérivés	9.1	26	22 562
Autres passifs long terme		19 721	18 332
<b>TOTAL PASSIF NON COURANT</b>		<b>130 493</b>	<b>197 657</b>
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	13.1	77 126	67 420
Avances remboursables	13.3	2 357	1 294
Provisions courantes	11	17 089	13 786
Fournisseurs et autres créditeurs	14	151 937	151 763
Dettes d'impôt		2 998	1 006
Autres passifs courants		3 518	3 229
Instruments financiers dérivés	9.1	0	16 594
Passifs classés comme détenus en vue de la vente		0	0
<b>TOTAL PASSIF COURANT</b>		<b>255 025</b>	<b>255 092</b>
<b>TOTAL DES PASSIFS</b>		<b>385 517</b>	<b>452 749</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS</b>		<b>822 110</b>	<b>852 378</b>



## 2 Compte de résultat consolidé

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31-déc.-17	31-déc.-16
Chiffre d'affaires	16	652 481	655 236
Autres produits de l'activité		1 281	291
Production stockée		-37 753	-22 565
Achats consommés et charges externes	17	-399 588	-413 953
Charges de personnel		-179 972	-175 724
Impôts et taxes		-8 684	-9 136
Dotations aux amortissements et pertes de valeur		-14 741	-13 555
Dotations nettes aux provisions d'exploitation		-360	-650
Dotations nettes / dépréciations des actifs circulants		3 220	6 396
Autres produits	18	8 953	9 930
Autres charges		-3 141	-4 758
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>		<b>21 696</b>	<b>31 513</b>
Autres produits et charges opérationnels non courants	19	-9 995	4 428
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>11 701</b>	<b>35 941</b>
Coût de l'endettement financier net		-7 997	-8 986
Gains et pertes de change réalisés		-7 241	-14 887
Autres charges et produits financiers réalisés		-4 755	-3 160
<b>Résultat financier réalisé</b>		<b>-19 994</b>	<b>-27 033</b>
Gains et pertes latents sur instruments financiers dérivés		31 298	-7 951
Autres charges et produits financiers latents		-2 854	555
<b>Résultat financier latent</b>		<b>28 444</b>	<b>-7 396</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	20	<b>8 451</b>	<b>-34 430</b>
Impôts sur les bénéfices	21	-16 578	2 430
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>3 574</b>	<b>3 941</b>
Résultat net des activités non poursuivies		0	2 381
<b>RESULTAT NET</b>		<b>3 574</b>	<b>6 322</b>
• dont attribuable aux propriétaires de la société mère		3 492	6 033
• dont attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		82	288
<b>Résultat net des activités poursuivies attribuable :</b>			
• aux propriétaires de la société mère		3 492	4 506
• aux participations ne donnant pas le contrôle		82	-565
<b>Résultat net des activités non poursuivies attribuable :</b>			
• aux propriétaires de la société mère		0	1 527
• aux participations ne donnant pas le contrôle		0	854
<b>RESULTAT (part Groupe) NET PAR ACTION</b>			
• résultat de base	10.2	0,04	0,06
• résultat dilué	10.2	0,04	0,06
<b>RESULTAT (part Groupe) NET PAR ACTION</b>			
• résultat de base des activités poursuivies	10.2	0,04	0,05
• résultat dilué des activités poursuivies	10.2	0,04	0,05
<b>RESULTAT NET (part Groupe) PAR ACTION</b>			
• résultat de base des activités non poursuivies	10.2	0,00	0,02
• résultat dilué des activités non poursuivies	10.2	0,00	0,02

### 3 Etat du résultat global consolidé

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-17	31-déc.-16
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE (1)</b>	<b>3 574</b>	<b>6 322</b>
<b>AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL :</b>		
- <b>Eléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat net :</b>		
Réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des régimes à prestations définies	-610	-1 190
Autres	1 762	-2 304
Produit (charge) d'impôt sur les éléments non reclassés ultérieurement	210	410
- <b>Eléments qui seront ultérieurement reclassés en résultat net :</b>		
Ecart de conversion	-1 482	3 348
Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs (variation de juste valeur et transferts en résultat)	48 366	2 079
Produit (charge) d'impôt sur les éléments ultérieurement reclassés	-15 857	-753
<b>TOTAL AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL (2)</b>	<b>32 389</b>	<b>1 590</b>
<i>Dont attribuable aux activités non poursuivies</i>	<i>0</i>	<i>-36</i>
<b>TOTAL DU RESULTAT GLOBAL (1+2)</b>	<b>35 963</b>	<b>7 912</b>
Dont attribuable aux propriétaires de la société mère	35 815	11 353
Dont attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	148	-3 441
<b>RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE ET PROVENANT DES :</b>		
- Activités poursuivies	35 815	11 345
- Activités non poursuivies	0	8
<b>RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE ET PROVENANT DES :</b>		
- Activités poursuivies	148	-3 397
- Activités non poursuivies	0	-44

## 4 Tableau des flux de trésorerie consolidé

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-17	31-déc.-16
Résultat net de la période	3 574	6 322
<b>Ajustement pour :</b>		
Amortissements et provisions	7 573	54 224
Élimination des profits / pertes de réévaluation (juste valeur)	-31 298	7 951
(Plus)/moins values sur cessions d'actifs	0	-42 657
Autres éléments sans impact de trésorerie	112	464
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT APRÈS COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT</b>	<b>-20 039</b>	<b>26 304</b>
Charge d'impôts	16 578	-1 268
Coût de l'endettement financier	7 997	9 066
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER ET IMPÔT</b>	<b>4 536</b>	<b>34 102</b>
Variation des stocks nets de provisions	28 958	33 247
Variation des clients et autres débiteurs nets de provisions	21 238	-18 013
Variation des fournisseurs et autres créditeurs	943	-14 020
Impôt payé	-1 367	-5 389
<b>TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>54 307</b>	<b>29 926</b>
<i>Dont flux opérationnels liés aux activités non poursuivies *</i>	0	-6 303
Incidence des variations de périmètre	0	57 425
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (dont variation des fournisseurs d'immobilisations)	-27 337	-16 200
Acquisition d'actifs financiers	-74	-171
Variation des prêts et avances consentis	316	62
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	819	352
Dividendes reçus	4	4
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>-26 271</b>	<b>41 472</b>
<i>Dont flux d'investissements liés aux activités non poursuivies *</i>	0	-1 735
Augmentation de capital	1 405	2 259
Acquisitions ou cessions d'actions propres	57	-11
Emission d'emprunts <sup>1</sup>	45 000	243
Remboursement d'emprunts <sup>2</sup>	-82 795	-16 765
Intérêts financiers versés	-8 233	-9 825
Dividendes payés	0	-319
Flux liés aux avances remboursables	1 280	2 948
Autres flux liés aux opérations de financement	10 320	7 096
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>	<b>-32 967</b>	<b>-14 375</b>
<i>Dont flux de financement liés aux activités non poursuivies *</i>	0	-881
+/- incidence des variations de change	-575	50
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE</b>	<b>-5 506</b>	<b>57 074</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'ouverture	147 418	90 344
Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture	141 901	147 418

\* correspond uniquement à des flux hors Groupe

<sup>1</sup> Pour 2017 correspond au nouvel emprunt obtenu auprès de la BEI fin 2017.

<sup>2</sup> Pour 2017 correspond au remboursement du crédit syndiqué.

## 5 Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros										
	Capital émis	Réserves liées au capital	Actions propres	Reserves et résultats consolidés	Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs	Écarts de conversion	Capital émis et réserves attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL	
<b>31-déc.-2015</b>	<b>186 694</b>	<b>213 607</b>	<b>1 586</b>	<b>-121</b>	<b>-7 245</b>	<b>-8 447</b>	<b>386 074</b>	<b>2 834</b>	<b>388 908</b>	
Opération sur capital	1 393	801					2 194		2 194	
Paiements fondés sur des actions				946			946		946	
Opérations sur titres auto-détenus			-11				-11		-11	
Dividendes							0	-319	-319	
Autres variations									0	
<b>Transactions avec les actionnaires</b>	<b>1 393</b>	<b>801</b>	<b>-11</b>	<b>946</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 129</b>	<b>-319</b>	<b>2 810</b>	
<b>Résultat net de l'exercice (1)</b>				<b>6 033</b>			<b>6 033</b>	<b>288</b>	<b>6 322</b>	
Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs (variation de juste valeur et transferts en résultat)					1 327		1 327		1 327	
Instruments financiers : écarts de conversion						-238	-238		-238	
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat						3 525	3 525	61	3 586	
Autres variations				704			704	-3 790	-3 086	
<b>Autres éléments du résultat global (2)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>704</b>	<b>1 327</b>	<b>3 287</b>	<b>5 318</b>	<b>-3 729</b>	<b>1 589</b>	
<b>TOTAL RESULTAT GLOBAL (1)+(2)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 737</b>	<b>1 327</b>	<b>3 287</b>	<b>11 351</b>	<b>-3 440</b>	<b>7 911</b>	
<b>31-déc.-2016</b>	<b>188 087</b>	<b>214 408</b>	<b>1 575</b>	<b>7 562</b>	<b>-5 918</b>	<b>-5 160</b>	<b>400 554</b>	<b>-925</b>	<b>399 629</b>	
Opération sur capital	702	599					1 302		1 302	
Paiements fondés sur des actions				-358			-358		-358	
Opérations sur titres auto-détenus			57				57		57	
Dividendes							0	0	0	
Autres variations										
<b>Transactions avec les actionnaires</b>	<b>702</b>	<b>599</b>	<b>57</b>	<b>-358</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 001</b>	<b>0</b>	<b>1 001</b>	
<b>Résultat net de l'exercice (1)</b>				<b>3 492</b>			<b>3 492</b>	<b>82</b>	<b>3 574</b>	
Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs (variation de juste valeur et transferts en résultat)					32 509		32 509		32 509	
Instruments financiers : écarts de conversion						-21	-21		-21	
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat						-1 527	-1 527	65	-1 461	
Autres variations <sup>1</sup>				1 361			1 361	1	1 362	
<b>Autres éléments du résultat global (2)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 361</b>	<b>32 509</b>	<b>-1 547</b>	<b>32 323</b>	<b>66</b>	<b>32 389</b>	
<b>TOTAL RESULTAT GLOBAL (1)+(2)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 853</b>	<b>32 509</b>	<b>-1 547</b>	<b>35 815</b>	<b>148</b>	<b>35 963</b>	
<b>31-déc.-2017</b>	<b>188 790</b>	<b>215 008</b>	<b>1 632</b>	<b>12 057</b>	<b>26 591</b>	<b>-6 707</b>	<b>437 370</b>	<b>-777</b>	<b>436 593</b>	

<sup>1</sup> Dont 1,8 M€ d'impôts différés liés à la correction d'erreur à l'ouverture (base et taux d'imposition)

## Notes annexes aux comptes consolidés

---

### GENERALITES

---

- NOTE 1** Faits marquants
- NOTE 2** Principes comptables
- NOTE 3** Périmètre de consolidation
- NOTE 4** Segments opérationnels

### DETAIL DU BILAN

---

- NOTE 5** Immobilisations
- NOTE 6** Stocks et en-cours et contrats de construction
- NOTE 7** Actifs financiers
- NOTE 8** Clients et autres débiteurs
- NOTE 9** Instruments dérivés
- NOTE 10** Capitaux propres
- NOTE 11** Provisions courantes et non courantes
- NOTE 12** Avantages au personnel
- NOTE 13** Passifs financiers
- NOTE 14** Fournisseurs et autres créditeurs
- NOTE 15** Impôts

### DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

---

- NOTE 16** Chiffre d'affaires
- NOTE 17** Achats consommés et charges externes
- NOTE 18** Autres produits
- NOTE 19** Autres produits et charges opérationnels non courants
- NOTE 20** Détail du résultat financier
- NOTE 21** Charge d'impôts

### INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

---

- NOTE 22** Gestion des risques
- NOTE 23** Effectif moyen
- NOTE 24** Engagements financiers et passifs éventuels
- NOTE 25** Parties liées
- NOTE 26** Evénements postérieurs à la clôture

## INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE

LATECOERE est une société anonyme de droit français, domiciliée à Toulouse – France.

Les états financiers consolidés du groupe LATECOERE pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comprennent la société mère et ses filiales (l'ensemble étant désigné comme le Groupe) et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées.

Les comptes consolidés du Groupe ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 5 mars 2018. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

### NOTE 1 FAITS MARQUANTS

#### Financement du développement de la société

Fin 2017, le Groupe Latécoère a contracté un financement global de 55 M€ auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI).

Ce financement vient soutenir les investissements programmés dans le cadre du plan de Transformation 2020 qui vise à conquérir de nouveaux marchés grâce à une plus grande place donnée à l'innovation et à améliorer la compétitivité industrielle avec des processus modernisés et automatisés, dans un objectif d'excellence.

Les efforts de développement de nouveaux produits et technologies, appuyés par la BEI, accompagnent les projets industriels ambitieux portés par Latécoère, dont l'usine 4.0 en périphérie de Toulouse (Montredon) labélisée « Vitrine Industrie du Futur » ainsi que le nouveau site de production en Bulgarie.

Parallèlement, le Groupe optimise la structure de son endettement grâce à la renégociation de son programme d'affacturage et au remboursement de son crédit syndiqué pour un montant de 82 M€.

Au 31 décembre 2017, le montant du financement tiré par le Groupe auprès de la BEI s'élève à 45 M€.

### NOTE 2 PRINCIPES COMPTABLES

#### 2.1 Base de préparation des états financiers

Les comptes consolidés de l'exercice 2017 sont établis en conformité avec le référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté par l'Union Européenne au 31 décembre 2017.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standard), ainsi que leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les états financiers sont présentés en K€ arrondis au millier d'euros le plus proche.

Ils sont préparés sur la base du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

#### 2.2 Application de normes, amendements et interprétations applicables pour les états financiers

**Nouvelles normes, interprétations et amendements des normes IFRS appliqués de manière obligatoire à compter du 1er janvier 2017 :**

- Amendements à IAS 7 « Initiative concernant les informations à fournir » ;
- Amendements à IAS 12 « Comptabilisation d'impôts différés actifs au titre de pertes non réalisées ».

Ces textes applicables de façon obligatoire à compter du 1er janvier 2017 n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.

**Nouvelles normes, interprétations et amendements des normes IFRS publiés et appliqués de manière anticipée par le Groupe à compter du 1er janvier 2017 :**

Néant.

**Nouvelles normes, interprétations et amendements des normes IFRS publiés mais non encore applicables ou non appliqués de manière anticipée par le Groupe :**

- IFRS 9 « Instruments financiers » ;
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » ;
- IFRS 16 « Contrats de location » ;
- Amendements à IAS 28 « Intérêts à long-terme dans des entreprises associées et coentreprises » ;
- Amendements à IFRS 2 « Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions » ;
- Amendements à IFRS 9 « Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative » ;
- Améliorations annuelles, cycle 2014-2016, à l'exception de la norme IFRS 12 ;
- IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée » ;
- IFRIC 23 « Incertitudes relatives à l'impôt sur le résultat ».

A l'exception des normes IFRS 9, IFRS 15 et IFRS 16 qui sont applicables au 1er janvier 2018, ces nouvelles normes et amendements n'ont pas encore été adoptés par l'Union Européenne et ne peuvent donc pas être appliqués par anticipation, quand bien même la norme l'autoriserait.

## Estimation d'impacts des nouvelles normes

### IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Le Groupe a analysé ses typologies de contrats afin de se conformer à la nouvelle norme IFRS 15.

Concernant les contrats de type « Design & Build », le Groupe estime que la partie du contrat relative au développement spécifique ne constituera pas, en général, une obligation de prestation car le développement est indissociable de la production série. Par conséquent, ces coûts de développement resteront capitalisés.

Par ailleurs, la future norme ne permettra plus aux cours des premiers exercices de démarrage d'un contrat de constater au bilan des coûts de production (courbe) qui sont actuellement recyclés en résultat en fonction de la décroissance des coûts réellement observée. Elle aura par conséquent une incidence sur le rythme de reconnaissance des marges réalisées sur les différents contrats. En revanche, le rythme de reconnaissance du chiffre d'affaires des éléments produits en série, aujourd'hui comptabilisé à la livraison, n'est pas modifié.

A ce stade, le Groupe estime un impact négatif sur ses capitaux propres consolidés au 1er janvier 2017 de l'ordre de 185 M€ principalement liés à la courbe d'apprentissage (dont 173 M€ relatif à l'encours courbe) avant prise en compte des impôts différés associés. Cet impact comprend à date des estimations et reste susceptible d'évoluer dans le cadre de la finalisation des impacts. »

Cette nouvelle norme sera appliquée à compter du 1er janvier 2018 selon la méthode dite « rétrospective complète ». Les comptes consolidés 2018 seront donc préparés conformément à la norme IFRS 15 et les comptes consolidés 2017 seront intégralement retraités.

En synthèse, la mise en œuvre de la norme IFRS 15 n'aura pas d'impact significatif sur le niveau de chiffre d'affaires annuel du Groupe, dans son périmètre actuel. Par ailleurs, il n'y aura aucun impact sur les flux de trésorerie associés.

### IFRS 9 - Instruments financiers

La norme IFRS 9 relative à la comptabilisation et à l'évaluation des instruments financiers, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, n'a pas été appliquée par anticipation.

LATECOERE ne s'attend pas à avoir des impacts significatifs sur le classement et l'évaluation de ses actifs financiers. Le Groupe estime que les relations de couvertures existantes et efficaces répondent aux dispositions d'IFRS 9. Le Groupe estime qu'il n'y aura pas d'impact significatif relatif à l'application rétrospective des modalités d'IFRS 9 concernant la couverture de change. Concernant les autres sujets, ces derniers sont en cours d'analyse.

### IFRS 16 - Contrats de location

IFRS 16 modifie le mode de comptabilisation des contrats de location par les preneurs. Elle remplacera la norme et interprétations IAS 17, IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27. Alors que selon les dispositions d'IAS 17, le traitement comptable des contrats de location est déterminé en fonction de l'appréciation du transfert des risques et avantages liés à la propriété de l'actif, IFRS 16 impose un mode de comptabilisation unique des contrats par les preneurs impactant le bilan d'une façon similaire aux contrats de location financement. Elle entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Du fait des spécificités de certains contrats de location (notamment en termes de modalités de renouvellement) les durées retenues pour l'évaluation des contrats sous IFRS 16 pourraient, dans certains cas, être différentes de celles retenues pour l'évaluation des engagements hors bilan où seule la durée d'engagement ferme était prise en compte. Les engagements mentionnés en note 24.2 « Engagements au titre des contrats de location simple » à caractère opérationnel pourraient ainsi ne pas être totalement représentatifs des passifs qui seront à comptabiliser dans le cadre de l'application d'IFRS 16.

L'évaluation des impacts potentiels sur les états financiers du Groupe est en cours.

## 2.3 Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers nécessite de la part de la direction du Groupe de procéder à des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges.

Le Groupe formule des hypothèses et établit régulièrement sur ces bases des estimations relatives à ses différentes activités. Ces estimations sont fondées sur son expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances ; elles intègrent les conditions économiques prévalant à la clôture et les informations disponibles à la date de préparation des états financiers. La direction du Groupe revoit régulièrement ces estimations et hypothèses en s'appuyant sur l'expérience et divers autres facteurs considérés comme raisonnables pour estimer la valeur comptable des éléments d'actif et de passif.

L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

L'utilisation d'estimations et hypothèses revêt une importance particulière principalement pour :

- la marge estimée au titre des contrats de construction (note 6) ;
- les avantages au personnel (note 12) ;
- les actifs d'impôts différés (note 15) ;
- les provisions sur stock (note 6) ;

- la valeur recouvrable des actifs incorporels et corporels ainsi que leur durée d'utilité (note 5) ;
- la juste valeur des instruments financiers (note 9).

Au 31 décembre 2017, les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers ont été réalisées dans un contexte économique mondial avec un degré de volatilité encore élevé au regard des perspectives économiques. Les estimations et hypothèses retenues dans les comptes consolidés ont été déterminées à partir des éléments en possession du Groupe à la date de clôture notamment concernant :

- les informations commerciales (carnet de commandes et cadences) communiquées par les différents avionneurs et des informations provenant des perspectives du marché aéronautique,
- les perspectives d'évolution du dollar USD à long-terme.

## 2.4 Filiales

Les sociétés contrôlées directement ou indirectement par la société LATECOERE sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. La notion de contrôle est existante dès lors que la société mère détient directement ou indirectement le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise et d'en tirer un avantage dans ses activités.

La méthode de consolidation par intégration globale consiste à intégrer l'ensemble des actifs, passifs, produits et charges. La part des actifs et résultats attribuables à des participations ne conférant pas le contrôle est comptabilisée en tant que participations ne conférant pas le contrôle au niveau du bilan et du compte de résultat consolidé. Les filiales sont intégrées dans le périmètre de consolidation à compter de la date de prise de contrôle.

## 2.5 Entreprises associées

Les entreprises associées désignent les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle exclusif ou conjoint. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20 %.

La méthode de consolidation retenue est la mise en équivalence qui consiste à comptabiliser au bilan un montant reflétant la part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise associée, majorée le cas échéant du goodwill généré par l'acquisition d'origine.

## 2.6 Sortie de périmètre

La sortie d'une entreprise du périmètre de consolidation est effective à la date de perte de contrôle ou d'influence notable.

La cession des titres entraînant une perte de contrôle exclusif sera constatée en résultat et le résultat de cession sera calculé sur la totalité de la participation à la date de l'opération.

## 2.7 Elimination des opérations internes au Groupe

Les opérations réalisées entre des filiales consolidées sont éliminées en totalité, ainsi que les créances et dettes qui en résultent. Il en va de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, résultats de cession) qui sont éliminés du résultat consolidé.

## 2.8 Méthode de conversion des éléments en devises

Les transactions en devises étrangères sont converties en euro en appliquant le cours du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires figurant au bilan à la date d'arrêté sont revalorisés au cours de change de cette date. Les différences issues de cette revalorisation sont comptabilisées en résultat.

## 2.9 Etats financiers des entités étrangères

Les postes de l'actif et du passif des entités consolidées dont la devise de fonctionnement est différente de l'euro sont convertis au cours de clôture, à l'exception des capitaux propres de chaque entité qui sont comptabilisés au cours historique. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. Les écarts de change résultant de ces conversions sont comptabilisés dans les capitaux propres consolidés (écart de conversion).

Conformément à l'IAS 21, les différences de change relatives à des financements permanents faisant partie de l'investissement net dans une filiale consolidée sont constatées dans les capitaux propres (en réserve de conversion). Lors de la cession ultérieure de ces investissements, les résultats de change cumulés constatés dans les capitaux propres seront enregistrés en résultat.

## 2.10 Ecart d'acquisition

Absence d'écarts d'acquisition.

## 2.11 Autres actifs incorporels immobilisés

Les immobilisations incorporelles sont des actifs non monétaires identifiables (résultant d'un droit légal ou susceptibles d'être vendus, transférés, loués ou échangés de manière isolée ou avec un contrat, un autre actif ou passif), sans substance physique, détenus en vue d'une utilisation pour la production ou la fourniture de biens ou de services, pour la location à des tiers ou à des fins administratives.

Les immobilisations incorporelles doivent répondre aux critères ci-dessous :

- probabilité d'obtenir des avantages économiques futurs attribuables à cet actif ;
- évaluation fiable du coût de l'actif.



Le mode d'amortissement utilisé reflète le rythme de consommation par l'entreprise des avantages économiques de l'immobilisation.

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont comptabilisées selon les mêmes principes.

Les actifs incorporels détenus par le Groupe sont principalement :

- des coûts d'acquisition de contrats dans le cadre de regroupement d'entreprises, amortis sur la durée des contrats ;
- des logiciels et autres licences (durée d'amortissement sur 4 ans).

Les actifs incorporels sont amortis sur leur durée d'utilité. Le Groupe ne détient pas d'actif incorporel à durée de vie indéfinie. Les immobilisations incorporelles acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. S'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué comme décrit dans la note 2.13. Toute perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel, sur la ligne « dotations aux amortissements ».

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges. Les frais de développement sont obligatoirement activés en IFRS si tous les critères suivants sont vérifiés :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- la capacité à utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle va générer des avantages économiques probables futurs ;
- la disponibilité des ressources techniques, financières et autres pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la capacité à évaluer les dépenses de façon fiable.

A ce jour, les dépenses de développement supportées par le Groupe sont essentiellement engagées dans le cadre de contrats de partenariat répondant aux caractéristiques des contrats définis par l'IAS 11 comme des contrats de construction. Ces dépenses suivent donc le traitement détaillé en note 2.16.

## 2.12 Actifs corporels

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût directement attribuable (incluant le prix d'achat, les taxes payées et les frais directs d'achat), diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les dépenses ultérieures relatives à des immobilisations corporelles sont comptabilisées comme des charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues si elles maintiennent le niveau de performance de l'actif. Elles sont en revanche ajoutées à la valeur comptable de l'immobilisation initiale quand les avantages économiques

futurs sont supérieurs au niveau initial de performance et que leur coût peut être évalué de façon fiable.

Le cas échéant, le coût total d'un actif est réparti entre ses différents éléments constitutifs (composants) si les durées d'utilité sont différentes. De ce fait chaque élément d'actif est amorti sur une durée distincte. Le Groupe a défini des familles de biens pouvant faire l'objet d'une décomposition et les durées d'utilité des composants ainsi déterminés.

Compte tenu du fait que les actifs acquis par le Groupe n'ont pas pour vocation à être revendus avant leur fin de vie économique, aucune valeur résiduelle n'a été appliquée aux différents actifs corporels immobilisés.

Le mode d'amortissement reflète le rythme de consommation des avantages économiques futurs liés à l'actif.

S'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué comme décrit dans la note 2.13. Toute perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel, sur la ligne « dotations aux amortissements ».

Les subventions reçues par le Groupe dans le cadre d'aides au financement d'actifs industriels immobilisés sont comptabilisées en déduction de la valeur d'origine du bien.

L'ensemble des amortissements associés aux familles et aux sous-familles est repris ci-dessous.

Famille	Durée d'amortissement
Construction	15 - 40 ans
Installations générales	10 - 20 ans
Installations techniques	6 2/3 – 20 ans
Outils	3 ans
Matériel électronique	5 ans
Matériels informatiques	3 – 5 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau	6 2/3 ans
Mobilier	10 ans

## 2.13 Dépréciation des actifs

Les valeurs comptables des actifs du Groupe (autres que les stocks et les actifs d'impôt différé) sont examinées à chaque clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait subi une perte de valeur. Si un tel indice est identifié (baisse de valeur sur le marché ou obsolescence accélérée par exemple), un test de dépréciation est réalisé.

Concernant les actifs incorporels non encore disponibles pour utilisation ou dont la durée d'utilité est indéfinie, et pour les écarts d'acquisition, ce test de dépréciation est effectué au minimum une fois par an.

Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur comptable de l'actif ou du groupe d'actifs concerné à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre son prix de vente net de coûts de sortie et sa valeur

d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée de l'estimation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée d'utilité.

Pour déterminer la valeur d'utilité d'un actif, le Groupe utilise :

- les prévisions de flux de trésorerie (avant impôt et frais financiers) basés sur des hypothèses qui retiennent l'actif dans son état actuel et représentent la meilleure estimation des conditions économiques qui existeront pendant la durée d'utilité de l'actif restant à courir ;
- le taux d'actualisation avant impôt qui reflète les évaluations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Le taux d'actualisation ne reflète pas les risques dont il a été tenu compte lors de l'estimation des flux de trésorerie futurs.

Une dépréciation est constatée à chaque fois que la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable doit être estimée pour chaque actif pris individuellement. Si cela n'est pas possible, IAS 36 impose à une entreprise de déterminer la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Les actifs sont donc « rattachés » à des Unités Génératrices de Trésorerie (le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie d'autres actifs ou groupes d'actifs).

Compte tenu du fait qu'à l'intérieur de chaque secteur d'activité du Groupe, les actifs immobilisés utilisés ne sont pas spécifiques à une activité ou à une branche mais sont utilisables par l'ensemble du secteur (pas d'indépendance des entrées de trésorerie entre eux), les Unités Génératrices de Trésorerie retenues sont les différents secteurs d'activité du Groupe pris individuellement.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une Unité Génératrice de Trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à cette Unité Génératrice de Trésorerie, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'Unité, au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'Unité.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un écart d'acquisition ne peut pas être reprise.

Une perte de valeur comptabilisée pour un autre actif est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable.

La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

## 2.14 Coûts d'emprunt

Depuis le 1er janvier 2009, les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles nécessitant au moins 12 mois de préparation avant leur mise en service sont intégrés à la valeur brute de ces actifs dits « qualifiés ». La valeur brute des stocks du Groupe répondant à la définition d'un actif qualifié au sens de la norme IAS 23 « Coûts d'emprunt » est également ajustée.

Lorsqu'un actif qualifié est financé par un emprunt spécifique, le coût supplémentaire pris en compte dans sa valeur brute correspond aux intérêts effectivement comptabilisés sur la période, net des produits perçus sur les fonds non encore utilisés. Lorsqu'un actif qualifié ne bénéficie pas d'un emprunt spécifique, le coût d'emprunt capitalisé correspond au taux d'endettement général moyen sur la période.

## 2.15 Contrats de location

Les contrats de location d'immobilisations corporelles pour lesquels le groupe LATECOERE supporte la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué sont considérés comme des contrats de location financement conformément à l'IAS 17 et font à ce titre l'objet d'un retraitement. Les actifs ainsi détenus sont comptabilisés pour leur juste valeur ou la valeur actuelle des paiements minimaux futurs au titre de la location si celle-ci est inférieure. Ces actifs sont ensuite amortis en fonction de leur durée d'utilité. Dans le cas où la société n'a pas de certitude raisonnable de devenir propriétaire de l'actif à la fin du contrat, ces actifs sont amortis sur la durée la plus courte entre la durée d'utilité et la durée du contrat.

Une dette financière est reconnue au titre de chaque contrat de location financement.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur ne transfère pas la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont classés en tant que contrats de location simple. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat.

## 2.16 Stocks et en-cours de production

### Matières

La valeur brute des matières premières et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Des provisions pour dépréciation sont constituées sur les matières premières et équipements lorsque leur valeur de réalisation nette est inférieure à leur valeur comptable. Les stocks de matières sont valorisés selon la méthode du prix moyen pondéré.

### Travaux en-cours (hors contrats de construction)

La valeur brute des travaux en-cours est évaluée suivant la méthode du coût de revient complet. Les frais hors production (frais financiers, frais de commercialisation, devis sans suite, frais administratif...) sont exclus de cette

valorisation. Des provisions pour dépréciation sont constituées sur les travaux en-cours lorsque leur valeur de réalisation est inférieure à leur valeur comptable.

### Contrats de construction / partenariat

Le Groupe a conclu avec certains de ses clients des contrats de partenariat dont les caractéristiques sont celles des contrats de construction au sens de IAS 11 :

- contrat relatif à la production d'un ensemble de biens étroitement liés ou interdépendants en terme de conception, technologie et fonction ;
- dont la durée couvre plusieurs exercices.

La comptabilisation de ces contrats répond aux critères ci-dessous :

Les produits et les coûts principaux pris en compte dans le cadre de l'application des contrats de construction sont :

a. pour les produits :

- le montant initial des produits convenus dans le contrat ;
- les modifications des travaux du contrat ou les réclamations dans la mesure où il est probable qu'elles donneront lieu à des produits et où elles peuvent être estimées de façon fiable.

b. pour les coûts :

- les coûts directement liés au contrat ;
- les coûts attribuables à l'activité de contrats en général et qui peuvent être affectés au contrat ;
- tous autres coûts qui peuvent être spécifiquement imputés au client selon les termes du contrat.

La marge est reconnue à l'avancement qui est calculé par rapport à la livraison des produits ou sous-ensemble. En effet le Groupe facture à la livraison et toute la facturation effectuée est acquise quelle que soit l'issue du programme.

Il est aussi possible que des facturations complémentaires soient effectuées par la suite (modifications ou suppléments de travaux). Une étude est menée au cas par cas afin de définir les éléments permettant d'identifier l'avancement.

La marge estimée est calculée sur la base d'une prévision comprenant les éléments techniques et budgétaires. Cette marge est révisée périodiquement en fonction des coûts et produits réalisés sur la période et restant à venir. Lorsque le risque de change a fait l'objet d'un contrat de couverture, l'incidence de cette couverture est intégrée dans le calcul de la marge estimée. Lorsque la marge prévisionnelle est négative, elle est immédiatement constatée en résultat.

Dans le cadre de contrats de construction couvrant plusieurs exercices, le Groupe est amené au cours des premiers exercices à constater au bilan des coûts de production (courbe) qui seront ensuite recyclés en résultat en fonction de la décroissance réellement observée.

### 2.17 Reconnaissance du revenu

Le revenu est reconnu selon les critères suivants :

- pour les contrats entrant dans les critères de IAS 11, il convient de se référer à la note 2.16 ;

- pour les autres types de contrats (hors prestation), le revenu est reconnu au moment du transfert de la majorité des risques et avantages à l'acheteur, ce qui intervient généralement au moment de la livraison ;
- pour les contrats de prestations de services, le revenu est reconnu à l'avancement, en fonction de l'avancement réel des travaux sur la base des coûts constatés par rapport aux coûts totaux estimés.

### 2.18 Actifs et passifs financiers

Le Groupe applique IAS 32, IAS 39 et IFRS 7. Ces normes définissent quatre catégories d'actifs financiers et deux catégories de passifs financiers :

- les actifs et passifs financiers en juste valeur par le biais du compte de résultat : il s'agit des instruments dérivés n'entrant pas dans le cadre de la comptabilité de couverture ainsi que des placements de trésorerie désignés comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat ;
- les actifs financiers disponibles à la vente évalués en juste valeur avec une comptabilisation des variations de juste valeur en capitaux propres (le Groupe ne détient pas de tels actifs) ;
- les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance évalués au coût amorti : aucun actif n'entre, à ce jour, dans cette famille ;
- les prêts et créances émis par l'entreprise évalués au coût amorti ;
- les autres passifs financiers évalués au coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs et passifs financiers sont ventilés au bilan en éléments courants et non courants suivant leur date d'échéance inférieure ou supérieure à un an.

### Instrument dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats de couverture sur des devises étrangères et sur les taux d'intérêts afin de couvrir ses positions actuelles ou futures contre le risque de change et de taux. Les instruments de couverture sont des ventes et achats à terme de devises et des tunnels d'options pour le change et des couvertures sous forme de « collar » pour les taux. Les instruments dérivés sont évalués en juste valeur avec une comptabilisation des variations de juste valeur au compte de résultat à l'exception des instruments de couverture désignés ci-après. La juste valeur des instruments dérivés est évaluée par une société indépendante. Elle tient compte de la valeur de l'instrument dérivé à la date de clôture (mark to market). Les instruments dérivés sont comptabilisés à la date de transaction.

Le Groupe réalise une part importante de son chiffre d'affaires en dollar US. Compte tenu de l'importance de ces flux, une stratégie de couverture des flux futurs dans cette devise a été mise en place en application des principes suivants :

- couverture d'une partie des encaissements futurs estimés avec certains clients ;
- prise en compte d'une probabilité de réalisation de ces flux futurs ; ceci permet d'apprécier les besoins de

couverture relatifs à chaque sous-jacent pris en considération dans le cadre de la comptabilité de couverture.

De même, la société LATECOERE Czech Republic s.r.o., filiale tchèque de la société LATECOERE, réalise son chiffre d'affaires en euros alors que ses charges sont en couronnes tchèques (CZK). Les flux couverts sont les flux budgétés considérés comme hautement probables des charges d'exploitation et des charges financières de la société LATECOERE Czech Republic s.r.o.

Les instruments dérivés qui font l'objet d'une comptabilité de couverture ont donné lieu à la mise en place d'une documentation conforme à IAS 39. Des tests d'efficacité sont réalisés à la mise en place des instruments de couverture et à chaque clôture. En fonction de la nature de l'élément couvert, le Groupe procède à deux formes de comptabilisation :

- les couvertures de juste valeur qui couvrent l'exposition à la variation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé au bilan du fait de l'évolution des taux ou du change ;
- les couvertures de flux de trésorerie qui couvrent l'exposition aux variations de flux futurs de trésorerie d'éléments d'actif ou de passif existants ou futurs.

Pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existant, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat, où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la mesure de leur efficacité.

Les couvertures de flux de trésorerie futurs qui remplissent les conditions d'application de la comptabilité de couverture sont traitées dans les comptes consolidés du Groupe de la façon suivante :

- la part efficace du produit ou de la perte sur l'instrument de couverture est directement comptabilisée au niveau des capitaux propres (net d'impôt différé) ; la part inefficace et la valeur temps des options (non qualifiée) sont reconnues immédiatement en résultat financier ;
- les profits ou les pertes comptabilisés dans les capitaux propres sont rapportés au compte de résultat de la période au cours de laquelle le sous-jacent couvert est comptabilisé au compte de résultat, comme par exemple lorsque le chiffre d'affaires prévu se réalise.

A chaque clôture, chaque instrument de couverture existant fait l'objet d'une actualisation de sa juste valeur et d'une mise à jour du test d'efficacité propre à chaque couverture. Si une couverture à l'issue du test s'avère inefficace, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée. Certains instruments financiers ne sont pas traités comme des instruments de couverture car ils ne répondent pas aux critères de qualification fixés par IAS 39. Dans ce cas, les profits ou les pertes résultant de la variation de la juste valeur de ces instruments sont comptabilisés en résultat financier.

## Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisse et les dépôts à vue. Les découverts bancaires remboursables à vue et les financements par mobilisation de créance (ne respectant pas les critères de décomptabilisation d'actifs) qui font partie intégrante de la gestion de trésorerie du Groupe sont une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie. Les placements de trésorerie à court terme, très liquides, et facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur sont considérés comme des équivalents de trésorerie. Ces placements sont évalués en juste valeur.

## Emprunts

Lors de la comptabilisation initiale, les emprunts sont comptabilisés à la juste valeur sur laquelle sont imputés les coûts de transaction directement attribuables à l'émission du passif. A la clôture, les emprunts sont évalués au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif. La juste valeur des passifs financiers évalués au coût amorti (emprunts à taux fixe essentiellement), mentionnée en annexe, a été déterminée par un organisme indépendant sur la base d'une technique de valorisation.

## Détermination de la valeur de marché

Les actifs et passifs financiers en juste valeur par résultat et les dérivés qualifiés d'instruments de couverture sont évalués et comptabilisés à leur valeur de marché, à la date de première comptabilisation, comme en date d'évaluation ultérieure.

La valeur de marché est déterminée :

- soit à partir de prix cotés sur un marché actif ;
- soit à partir d'une technique de valorisation faisant appel à :
  - des méthodes de calcul mathématiques fondées sur des théories financières reconnues
  - des paramètres dont la valeur est déterminée, pour certains, à partir des prix d'instruments traités sur des marchés actifs et pour d'autres, à partir d'estimations statistiques ou d'autres méthodes quantitatives

La distinction entre les deux modes de valorisation est opérée selon que le marché sur lequel est traité l'instrument est actif ou non.

Pour un instrument donné, est considéré comme actif et donc liquide, un marché sur lequel des transactions sont régulièrement opérées ou sur lequel des transactions sont effectuées sur des instruments très similaires à l'instrument faisant l'objet de l'évaluation.

Le Groupe a distingué trois catégories d'instruments financiers selon les conséquences qu'ont leurs caractéristiques sur leur mode de valorisation et s'appuie sur cette classification pour exposer certaines des informations demandées par la norme IFRS 7 :

- catégorie de niveau 1 « Prix de marché » : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;

- catégorie de niveau 2 « Modèle avec paramètres observables » : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- catégorie de niveau 3 « Modèle avec paramètres non observables » : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres inobservables ; un paramètre inobservable étant défini comme un paramètre dont la valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations qui ne reposent ni sur des prix de transactions observables sur les marchés, sur le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à la même date.

Dans le cas de marché inactif, par exemple exprimé par une raréfaction des contreparties, le Groupe se réserve la possibilité de recourir à des modèles mathématiques évaluant les risques sur la base des hypothèses que prendraient normalement les participants au marché, selon un horizon correspondant à la durée des instruments concernés, dans le respect des dispositions de la norme IAS 39.

## 2.19 Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients et les autres débiteurs sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué du montant des pertes de valeur. La perte de valeur est enregistrée au compte de résultat.

Dans le cadre de la mise en place de financement court terme, le Groupe effectue avec certains partenaires financiers, des opérations de mobilisation de créances. Les actifs financiers correspondant sont décomptabilisés en tout ou partie si les contrats de mobilisation de créance respectent les conditions suivantes :

- transfert du droit contractuel à percevoir la trésorerie ;
- cession à un partenaire financier des risques et avantages liés à cette créance ;
- le partenaire financier supporte entièrement le risque de non règlement de cette créance pour des motifs financiers uniquement ; le Groupe restant garant de l'ensemble des risques techniques et industriels ;
- le recouvrement de la créance est à la charge du partenaire financier. Toutefois, ce dernier peut contractuellement demander au Groupe d'effectuer pour son compte cette démarche vis-à-vis des créanciers.

Les contrats ne respectant pas ces critères ne donnent pas lieu à la décomptabilisation des créances.

## 2.20 Dettes fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

## 2.21 Actions propres

Les actions propres, quelle que soit leur utilisation, sont comptabilisées en déduction des capitaux propres. Le

produit de la cession éventuelle des actions d'auto-contrôle est imputé directement en capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat de l'exercice.

## 2.22 Provisions

Le Groupe constitue une provision dès lors que :

- il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé ;
- il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- le montant de cette obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant de la provision est déterminé sur la base de la meilleure estimation liée à l'obligation. L'estimation des provisions est analysée à chaque clôture et si nécessaire, son montant est mis à jour.

La provision est maintenue dans les comptes tant que des informations précises (délai et montant) ne permettent pas de statuer sur son issue. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent peut être significatif, les provisions sont actualisées. Les provisions constatées par le Groupe n'ont pas fait l'objet d'une actualisation.

## 2.23 Avantages au personnel

Le Groupe provisionne certains avantages au personnel. Après analyse des réglementations spécifiques aux pays dans lesquels le Groupe est présent, il en ressort que ces provisions concernent principalement les sociétés françaises.

### Régimes à cotisations définies

Les cotisations à payer à un régime à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

### Engagements de retraite

Les obligations du Groupe en matière de retraite consistent en des indemnités versées lors du départ du salarié. Conformément à l'IAS19, dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées. Les estimations des obligations du Groupe au titre des engagements du personnel des sociétés françaises sont calculées par un actuaire indépendant. La méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service futur du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation, calculée charges sociales comprises, est actualisée et est comptabilisée sur la base des années de service des salariés. Les écarts actuariels résultant de ces hypothèses sont depuis l'exercice 2010 reconnus en capitaux propres.

### Médailles du travail

Le groupe LATECOERE comptabilise une provision sur la base d'hypothèses actuarielles, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel (IAS 19). Les estimations des obligations du Groupe au titre des

médailles du travail (sociétés françaises uniquement) sont calculées par un actuair e indépendant.

### **Paiements fondés sur des actions**

Le Groupe comptabilise une charge de paiements en actions relative à l'attribution à certains de ses salariés de plans d'attribution d'actions de performance. Cette charge est évaluée sur le fondement de calculs actuariels. Les principales hypothèses actuarielles (volatilité, rendement de l'action) retenues par le Groupe sont décrites par plan en note 10.4 Plan d'attribution d'actions gratuites.

## **2.24 Financements publics**

Le Groupe, dans le cadre du développement de certains programmes, a obtenu des financements publics.

Ces financements de type « avances remboursables » sont contractuellement porteurs d'intérêts (calculés sur la base d'un taux de marché) vis-à-vis des organismes gestionnaires. Par conséquent, ces types de financements ne rentrent pas dans le cadre de gestion des subventions publiques et sont hors champ d'application de la norme IAS 20 dans la mesure où le succès du programme est probable.

A l'origine elles sont évaluées pour la contrepartie de la trésorerie reçue. A chaque clôture, elles sont valorisées selon la méthode du coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif.

Ces avances sont remboursables en cas de succès du programme, et les remboursements se font au fur et à mesure des livraisons de chaque produit ayant fait l'objet d'une avance.

Pour certains contrats, après remboursement intégral de l'avance, le Groupe continue de verser une redevance en fonction du chiffre d'affaires du programme, celle-ci étant considérée comme une charge d'exploitation.

## **2.25 Autres produits**

Le Groupe comptabilise notamment dans les autres produits les subventions d'exploitation, le crédit d'impôt recherche et crédit d'impôt compétitivité emploi.

## **2.26 Autres produits et charges opérationnels non courants**

Les autres produits et charges opérationnels non courants, qui, par nature, ont un degré de prévisibilité insuffisant, compte tenu de leur caractère inhabituel, anormal ou peu fréquent sont présentés en autres produits et autres charges.

Les autres produits opérationnels non courants comprennent les profits de cession de participations ou d'activités et les profits de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles résultant d'activités cédées ou d'activités faisant l'objet de plans de restructuration, ainsi que tout produit relatif aux cessions passées.

Les autres charges opérationnelles non courantes comprennent les pertes sur cession de participations ou d'activités et les pertes sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles résultant d'activités cédées ou

d'activités faisant l'objet de plans de restructuration ainsi que tout cout relatif aux cessions passées, les coûts de restructuration, les couts de rationalisation, les pertes de valeur significatives d'actifs, les couts encourus pour réaliser des regroupements d'entreprises, les coûts liés à des litiges n'entrant pas dans le cours normal des affaires et la charge d'amortissement d'actifs exclusivement acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises (technologie, marge en carnet, relations clients, marges sur stocks), ainsi qu'une partie des charges sur engagements de retraite et engagements assimilés (incidences des modifications de plan, incidences des réductions et fermetures de plans). La note 19, détail les autres produits charges opérationnels non courants de l'exercice 2017.

## **2.27 Impôt sur le résultat**

L'impôt sur le résultat comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat, sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres. Dans ce cas, il est comptabilisé en capitaux propres. L'impôt exigible est le montant de l'impôt estimé dû au titre de la période et de tout ajustement de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est déterminé selon la méthode bilancielle du report variable. Il est calculé sur les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur valeur fiscale, à l'exception des éléments suivants :

- écarts d'acquisition ;
- différences temporelles liées à des participations dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différés est effectuée en fonction de la façon dont le Groupe s'attend à ce que les actifs ou passifs se dénouent, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture. Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que si des bénéfices fiscaux futurs sur lesquels cet impôt pourra s'imputer sont probables. Les actifs d'impôt différés sont réduits lorsqu'il n'est plus probable qu'un bénéfice suffisant soit réalisé. Conformément à IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

## **2.28 Actifs immobilisés destinés à la vente**

La société Latécoère SA a signé le 10 février 2017 un accord-cadre avec un promoteur immobilier en vue de la cession de son site de Périole à Toulouse. Cette cession, soumise à un certain nombre de conditions suspensives usuelles dans ce type de transaction, sera réalisée en trois phases de manière étalée sur une période de 7 à 10 ans afin de s'adapter aux contraintes industrielles du Groupe.

Au 31 décembre 2017, compte-tenu des différents accords signés, et prenant en compte la date prévisible de finalisation de l'opération de cession de la phase 1 du site de Périole, le Groupe considère que les conditions d'application de la norme IFRS 5, Actifs non courants destinés à la vente et activités non poursuivies, sont remplies : le Groupe a pris la décision de vendre les actifs concernés et considère au 31 décembre 2017, la vente

comme hautement probable. L'opération de cession de la phase 1 du site de Périole sera terminée dans un délai de douze mois permettant ainsi le classement des actifs et passifs y afférents en actifs et passif non courants destinés à la vente.

Conformément à IFRS 5, le Groupe a appliqué les évaluations spécifiques suivantes qui impactent les états financiers consolidés :

- les activités non poursuivies (incluant les actifs non courants et courants et les passifs liés aux actifs destinés à la vente) ont été évaluées, dans leur ensemble, au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente ;
- l'exception de la norme IAS 12 consistant à ne pas reconnaître les impôts différés existant mécaniquement entre la valeur fiscale des titres et l'actif net des filiales correspondantes dans les comptes consolidés n'est plus applicable puisqu'il est désormais probable que ces différences temporaires se retourneront à court terme lors de la cession des titres ;
- l'amortissement des actifs non courants classés comme « détenus en vue de la vente » a été arrêté à compter de la date d'application d'IFRS 5 ;

- les coûts spécifiquement encourus dans le cadre de la transaction ont été présentés dans le « Résultat net des activités non poursuivies » au compte de résultat.

Dans les comptes consolidés, les activités en cours de cession sont présentées comme suit :

- les actifs destinés à la vente et les passifs correspondants sont présentés séparément des autres actifs et passifs sur des lignes spécifiques du bilan ;
- le résultat net des activités non poursuivies réalisé est présenté sur une seule ligne du compte de résultat intitulée « Résultat net des activités non poursuivies » ;
- les flux de trésorerie nets liés à l'exploitation, aux investissements et au financement, attribuables aux activités non poursuivies réalisés sont présentés dans le tableau des flux de trésorerie du Groupe.

La plus-value de cession ainsi que les effets d'impôts correspondants seront comptabilisés sur la ligne « Résultat net des activités non poursuivies » à la date de cession. La valeur de cession sera significativement supérieure à la valeur comptable des actifs nets destinés à la vente.

## NOTE 3 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le Groupe exerçant, directement ou indirectement, un contrôle exclusif dans toutes les sociétés, celles-ci sont consolidées par intégration globale. Toutes les sociétés faisant partie du périmètre clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Société	Pays	% de contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
<b>Segment Aérostructures :</b>				
LATECOERE	France			<b>Société consolidante</b>
LATECOERE do BRASIL	Brésil	100%	100%	Intégration globale
LATECOERE CZECH REPUBLIC s.r.o	République Tchèque	100%	100%	Intégration globale
LETOV LV a.s.	République Tchèque	100%	100%	Intégration globale
LATECOERE INC.	Etats Unis	100%	100%	Intégration globale
LATECOERE DEVELOPPEMENT	France	100%	100%	Intégration globale
LATECOERE BIENES RAICES	Mexique	100%	100%	Intégration globale
LATECOERE Mexico	Mexique	100%	0%	Intégration globale
LATECOERE Mexico Services	Mexique	100%	0%	Intégration globale
LATECOERE Bulgarie	Bulgarie	100%	100%	Intégration globale
<b>Segment Systèmes d'interconnexion :</b>				
LATelec	France	100%	100%	Intégration globale
LATelec GmbH	Allemagne	100%	100%	Intégration globale
SEA LATelec	Tunisie	100%	100%	Intégration globale
LATelec Mexico	Mexique	100%	0%	Intégration globale
LATelec Mexico Services	Mexique	100%	0%	Intégration globale
LATSima	Maroc	100%	100%	Intégration globale



## NOTE 4 SEGMENTS OPERATIONNELS

---

Les secteurs ou segments présentés par le Groupe sont des composantes distinctes du Groupe engagées dans la fourniture de biens ou services liés (secteurs d'activité) et qui sont exposés à des risques et à une rentabilité différente de ceux des autres secteurs.

Les secteurs d'activité définis par le Groupe sont :

- **Aérostructures** ;
- **Systèmes d'interconnexion.**

Ces deux secteurs représentent les activités industrielles du Groupe et font appel, le cas échéant, à des activités de services filialisées. Par ailleurs, l'ensemble des dépenses relatives à la position de maison mère de la Société LATECOERE sont maintenues dans le secteur Aérostructures.

Conformément à la norme IFRS 8, les informations présentées par secteur sont basées sur le reporting interne du Groupe régulièrement examiné par la direction.

Les méthodes comptables utilisées par le Groupe pour l'établissement des données présentées par secteur opérationnel conformément à IFRS 8 sont identiques à celles utilisées par le Groupe dans le cadre de l'établissement de ses comptes consolidés en normes IFRS.

Il est à noter que trois clients du Groupe représentent chacun plus de 10% du chiffre d'affaires total consolidé. La répartition du chiffre d'affaires par client est présentée au chapitre 1 du présent document de référence.

### Mesure de la performance économique

Le Groupe utilise comme principal indicateur alternatif de performance le **résultat opérationnel courant ajusté (EBIT courant ajusté)**. Cet indicateur est destiné à présenter le niveau de performance opérationnelle des branches du Groupe.

Le Groupe intègre dans le résultat opérationnel ajusté (l'EBIT ajusté) l'intégralité des gains et pertes de change réalisés sur les couvertures de change euro/dollar et ceci dans le but de refléter dans le résultat opérationnel ajusté (l'EBIT ajusté) la substance économique réelle de la stratégie de couverture au risque de change euro/dollar.

**Le résultat opérationnel courant ajusté (l'EBIT courant ajusté)** représente au niveau des comptes consolidés le résultat opérationnel courant (EBIT courant) du Groupe retraité de la variation des Encours « Non recurring » net de provision, intégrant la totalité des gains et pertes de change réalisés sur les couvertures euro/dollar.

Pour des raisons analogues le Groupe présente un **résultat net ajusté** afin de permettre au lecteur son suivi et sa comparabilité. Il correspond au résultat net, retraité de la variation des Encours « Non recurring » net de provision et de la variation de juste valeur des instruments dérivés de change et de taux (comptabilisés au sein du résultat financier latent) nets des effets impôts correspondants.

Enfin, l'**endettement net** correspond pour le Groupe aux emprunts et dettes financières courants et non courants et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

### Compte de résultat par segment opérationnel en données ajustées

Le passage des comptes consolidés aux comptes ajustés est présenté en page suivante.

En milliers d'euros 31.12.2017	Aérostructures	%	Systèmes d'interconnexion	%	Impact IFRS 5	Eliminations inter- secteur	Total
Chiffre d'affaires de l'activité	414 348		257 486			-19 353	652 481
Chiffre d'affaires inter-secteur	-17 382		-1 971			19 353	0
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>396 966</b>	<b>61%</b>	<b>255 515</b>	<b>39%</b>		<b>0</b>	<b>652 481</b>
<b>Résultat opérationnel courant ajusté</b>	<b>24 725</b>	<b>48%</b>	<b>26 109</b>	<b>51%</b>		<b>278</b>	<b>51 112</b>
<i>Résultat opérationnel courant ajusté / chiffre d'affaires</i>	<i>6,2%</i>		<i>10,2%</i>				<i>7,8%</i>
<b>Autres produits et charges opérationnels non courants</b>	<b>-8 534</b>		<b>-1 462</b>				<b>-9 995</b>
<b>Résultat financier réalisé ajusté</b>	<b>-17 576</b>		<b>-1 012</b>			<b>0</b>	<b>-18 588</b>
<b>Résultat financier latent ajusté</b>	<b>-1 776</b>		<b>-1 078</b>			<b>0</b>	<b>-2 854</b>
<b>Impôts société et autres</b>	<b>-9 954</b>		<b>-6 687</b>				<b>-16 641</b>
<b>Résultat net ajusté</b>	<b>-13 115</b>		<b>15 870</b>		<b>0</b>	<b>278</b>	<b>3 033</b>

En milliers d'euros 31.12.2016	Aérostructures <sup>1</sup>	%	Systèmes d'interconnexion <sup>1</sup>	%	Impact IFRS 5	Eliminations inter- secteur	Total
Chiffre d'affaires de l'activité	433 255		251 172			-29 191	655 236
Chiffre d'affaires inter-secteur	-23 926		-5 265			29 191	0
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>409 329</b>	<b>65%</b>	<b>245 907</b>	<b>35%</b>		<b>0</b>	<b>655 236</b>
<b>Résultat opérationnel courant ajusté</b>	<b>25 676</b>	<b>52%</b>	<b>21 842</b>	<b>47%</b>		<b>383</b>	<b>47 901</b>
<i>Résultat opérationnel courant ajusté / chiffre d'affaires</i>	<i>5,9%</i>		<i>9,6%</i>				<i>7,3%</i>
<b>Autres produits et charges opérationnels non courants</b>	<b>8 081</b>		<b>-3 653</b>				<b>4 428</b>
<b>Résultat financier réalisé ajusté</b>	<b>-11 788</b>		<b>-2 798</b>			<b>0</b>	<b>-14 585</b>
<b>Résultat financier latent ajusté</b>	<b>-1 157</b>		<b>1 712</b>			<b>0</b>	<b>555</b>
<b>Impôts société et autres</b>	<b>-2 448</b>		<b>-7 698</b>				<b>-10 146</b>
<b>Résultat net ajusté</b>	<b>18 364</b>		<b>9 406</b>		<b>2 381</b>	<b>383</b>	<b>30 533</b>

<sup>1</sup> L'activité Équipements & Systèmes est reportée à compter de 2017 dans la branche Systèmes d'Interconnexion. L'année 2016 a été retraitée pour permettre la comparabilité des données avec 2017.

### Bilan par segment opérationnel

En milliers d'euros 31.12.2017	Aérostructures	%	Systèmes d'interconnexion	%	Impact IFRS 5	Eliminations inter- secteur	Total
Immobilisations incorporelles	7 956	77%	2 400	23%		0	10 357
Immobilisations corporelles	72 300	81%	14 519	16%	2 331	0	89 150
Autres actifs financiers	10 601		454			-7 639	3 415
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS</b>	<b>90 857</b>	<b>88%</b>	<b>17 373</b>	<b>17%</b>		<b>-7 639</b>	<b>102 921</b>
Investissements nets	21 183	81%	4 976	19%	0	0	26 159
Stocks et en-cours	282 414	78%	81 132	22%		-293	363 253
Créances clients et autres débiteurs	99 276	66%	54 225	36%		-2 353	151 148
Endettement net	-42 410	214%	22 643	-114%		-39	-19 806
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	117 046	77%	37 089	24%		-2 199	151 937
<b>Total des actifs sectoriels</b>	<b>667 760</b>	<b>81%</b>	<b>179 278</b>	<b>22%</b>	<b>0</b>	<b>-24 928</b>	<b>822 110</b>

En milliers d'euros 31 12 2016	Aérostructures	%	Systèmes d'interconnexion	%	Impact IFRS 5	Eliminations inter- secteur	Total
Immobilisations incorporelles	10 702	83%	2 192	17%		0	12 894
Immobilisations corporelles	61 521	81%	14 589	19%		0	76 110
Autres actifs financiers	34 841		253			-32 664	2 430
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS</b>	<b>107 065</b>	<b>117%</b>	<b>17 034</b>	<b>19%</b>		<b>-32 664</b>	<b>91 434</b>
Investissements nets	9 701	70%	4 125	30%	0	0	13 826
Stocks et en-cours	301 714	77%	89 907	23%		-570	391 051
Créances clients et autres débiteurs	119 391	70%	54 337	32%		-3 996	169 732
Endettement net	-32 858	1827%	56 123	-3120%		-25 064	-1 799
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	117 123	77%	38 481	25%		-3 841	151 763
<b>Total des actifs sectoriels</b>	<b>722 123</b>	<b>85%</b>	<b>206 173</b>	<b>24%</b>	<b>0</b>	<b>-75 918</b>	<b>852 378</b>

### Tableau de passage du compte de résultat consolidé au compte de résultat ajusté

En milliers d'euros	31. déc.-17 Données IFRS	Encours "Non recurring"	Reclassement couvertures de change €/€	Juste valeur des instruments dérivés	31. déc.-17 Données ajustées
Chiffre d'affaires	652 481				652 481
Autres produits de l'activité	1 281				1 281
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	-37 753	32 220			-5 533
Achats consommés et charges externes	-399 588				-399 588
Charges de personnel	-179 972				-179 972
Impôts et taxes	-8 684				-8 684
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	-14 741				-14 741
Dotations nettes aux provisions d'exploitation	-360				-360
Dotations nettes / dépréciations des actifs circulants	3 220	-1 398			1 822
Autres produits	8 953				8 953
Autres charges	-3 141		-1 406		-4 547
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>21 696</b>	<b>30 822</b>	<b>-1 406</b>	<b>0</b>	<b>51 112</b>
<i>Résultat opérationnel / chiffre d'affaires</i>	<i>3,3%</i>				<i>7,8%</i>
Autres produits et charges opérationnels non courants	-9 995				-9 995
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>11 701</b>	<b>30 822</b>	<b>-1 406</b>	<b>0</b>	<b>41 116</b>
Coût de l'endettement financier net	-7 997				-7 997
Gains et pertes de change réalisés	-7 241		1 406		-5 835
Autres charges et produits financiers réalisés	-4 755				-4 755
<b>Résultat financier réalisé</b>	<b>-19 994</b>	<b>0</b>	<b>1 406</b>	<b>0</b>	<b>-18 588</b>
Gains et pertes latents sur instruments financiers dérivés	31 298			-31 298	0
Autres charges et produits financiers latents	-2 854				-2 854
<b>Résultat financier latent</b>	<b>28 444</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-31 298</b>	<b>-2 854</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>8 451</b>	<b>0</b>	<b>1 406</b>	<b>-31 298</b>	<b>-21 442</b>
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	0				0
Impôts sur les bénéfices	-16 578	-10 612		10 548	-16 641
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>3 574</b>	<b>20 210</b>	<b>0</b>	<b>-20 750</b>	<b>3 033</b>
<b>Résultat net des activités non poursuivies</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>3 574</b>	<b>20 210</b>	<b>0</b>	<b>-20 750</b>	<b>3 033</b>
Dont attribuable aux propriétaires de la société mère	3 492	20 210		-20 750	2 951
Dont attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	82				82

En milliers d'euros	31 déc.-16 Données IFRS	Encours "Non recurring"	Reclassement couvertures de change €/€	Juste valeur des instruments dérivés	31. déc.-16 Données ajustées
Chiffre d'affaires	655 236				655 236
Autres produits de l'activité	291				291
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	-22 565	31 854			9 289
Achats consommés et charges externes	-413 953				-413 953
Charges de personnel	-175 724				-175 724
Impôts et taxes	-9 136				-9 136
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	-13 555				-13 555
Dotations nettes aux provisions d'exploitation	-650				-650
Dotations nettes / dépréciations des actifs circulants	6 396	-3 018			3 378
Autres produits	9 930				9 930
Autres charges	-4 758		-12 448		-17 206
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>31 513</b>	<b>28 836</b>	<b>-12 448</b>	<b>0</b>	<b>47 901</b>
<i>Résultat opérationnel / chiffre d'affaires</i>	<i>4,8%</i>				<i>7,3%</i>
Autres produits et charges opérationnels non courants	4 428				4 428
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>35 941</b>	<b>28 836</b>	<b>-12 448</b>	<b>0</b>	<b>52 329</b>
Coût de l'endettement financier net	-8 986				-8 986
Gains et pertes de change réalisés	-14 887		12 448		-2 439
Autres charges et produits financiers réalisés	-3 160				-3 160
<b>Résultat financier réalisé</b>	<b>-27 033</b>	<b>0</b>	<b>12 448</b>	<b>0</b>	<b>-14 585</b>
Gains et pertes latents sur instruments financiers dérivés	-7 951			7 951	0
Autres charges et produits financiers latents	555				555
<b>Résultat financier latent</b>	<b>-7 396</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 951</b>	<b>555</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-34 430</b>	<b>0</b>	<b>12 448</b>	<b>7 951</b>	<b>-14 031</b>
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	0				0
Impôts sur les bénéfices	2 430	-9 928		-2 648	-10 146
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>3 941</b>	<b>18 908</b>	<b>0</b>	<b>5 303</b>	<b>28 152</b>
<b>Résultat net des activités non poursuivies</b>	<b>2 381</b>				<b>2 381</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>6 322</b>	<b>18 908</b>	<b>0</b>	<b>5 303</b>	<b>30 533</b>
Dont attribuable aux propriétaires de la société mère	6 033	18 908		5 303	30 245
Dont attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	288				288

## NOTE 5 IMMOBILISATIONS

### 5.1 Variation des immobilisations

#### Valeur Brute des immobilisations

En milliers d'euros	31-déc.-16	Incidence des var. de change	Impact IFRS 5	Reclassement	Acquisitions	Cessions	31-déc.-17
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>29 786</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>2 003</b>	<b>581</b>	<b>-99</b>	<b>32 279</b>
Terrains	5 587	-200	-91	0	20	-19	5 296
Constructions	61 122	-813	-476	1 374	1 289	-815	61 681
Installations techniques, matériel & outillage	101 544	-558	-2 127	1 579	4 059	-253	104 243
Autres immobilisations corporelles	11 924	-272	0	132	1 192	-503	12 473
Immobilisations en cours	6 698	119	0	-2 726	16 653	0	20 744
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	247	0	0	-2 348	2 787	-225	461
Crédit bail immobilier	7 808	0	0	0	0	0	7 808
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>194 929</b>	<b>-1 724</b>	<b>-2 695</b>	<b>-1 988</b>	<b>26 000</b>	<b>-1 815</b>	<b>212 707</b>

#### Amortissements des immobilisations

En milliers d'euros	31-déc.-16	Incidence des var. de change	Impact IFRS 5	Reclassement	Dotations	Reprises	31-déc.-17
<b>AMORTISSEMENT IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>16 892</b>	<b>22</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 100</b>	<b>-92</b>	<b>21 922</b>
Constructions	30 725	-347	0	0	3 865	-250	33 993
Installations techniques, matériel & outillage	75 060	-730	-364	0	4 064	-241	77 789
Autres immobilisations corporelles	8 925	-233	0	0	1 604	-543	9 753
Crédit bail immobilier	4 108	0	0	0	257	0	4 365
<b>AMORTISSEMENT IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>118 819</b>	<b>-1 311</b>	<b>-364</b>	<b>0</b>	<b>9 789</b>	<b>-1 034</b>	<b>125 899</b>

#### Valeur nette des immobilisations

En milliers d'euros	31-déc.-16	31-déc.-17
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>12 894</b>	<b>10 357</b>
Terrains	5 587	5 296
Constructions	30 396	27 688
Installations techniques, matériel & outillage	26 484	26 455
Autres immobilisations corporelles	2 999	2 720
Immobilisations en cours	6 698	20 744
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	247	472
Crédit bail immobilier	3 700	3 444
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>76 110</b>	<b>86 819</b>

Les immobilisations incorporelles comprennent notamment des logiciels et licences relatifs aux systèmes d'information du Groupe.

Les principales acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles de l'exercice 2017 concernent des investissements dans le cadre du plan de

Transformation pour 13 M€ notamment en lien avec la création de la nouvelle usine labélisée « Vitrine Industrie du Futur » situé en périphérie de Toulouse (Montredon).

A la clôture, il n'existe pas de garantie (nantissement, hypothèque) sur les immobilisations corporelles du Groupe.

## 5.2 Contrats de location financement

En milliers d'euros	Paiement minimaux futurs au 31/12/2017				Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au 31/12/2017			
	A moins d'un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans	Total	A moins d'un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans	Total
LATECOERE	0	0	0	0	0	0	0	0
LATelec	47	64	0	111	43	62	0	105
<b>TOTAL</b>	<b>47</b>	<b>64</b>	<b>0</b>	<b>111</b>	<b>43</b>	<b>62</b>	<b>0</b>	<b>105</b>

## 5.3 Test de dépréciation d'actifs

Conformément au principe énoncé en note 2.13, la valeur comptable de chaque UGT a fait l'objet d'une comparaison avec le montant le plus élevé de la valeur de marché et de la valeur d'utilité définie comme égale à la somme des flux de trésorerie actualisés calculés à partir des données issues du plan à moyen long terme.

Pour l'ensemble des UGT, le taux d'actualisation des flux de trésorerie en utilisant un coût moyen pondéré des capitaux est de 8,5% comme au 31 décembre 2016. Il repose sur un taux de marché sans risque majoré d'une prime de risque. Ce taux est calculé après impôt et est appliqué à des flux de trésorerie après impôts. Un seul taux d'actualisation a été utilisé pour toutes les UGT dans la mesure où les risques spécifiques à chaque UGT ont été pris en compte dans les flux de trésorerie prévisionnels.

La valeur terminale a été déterminée à partir du flux de trésorerie normatif auquel a été appliqué un taux de croissance à l'infini de 2% (sans changement par rapport à 2016).

Au 31 décembre 2017, les tests effectués sur l'ensemble des UGT du Groupe n'ont pas conduit à constater de dépréciation.

Une analyse de sensibilité a été effectuée sur l'ensemble des UGT du Groupe en faisant évoluer les principales hypothèses retenues à savoir :

- une hausse du taux d'actualisation de 50 points de base ;
- une baisse du taux de croissance à l'infini de 50 point de base ;
- une baisse de la marge opérationnelle de la valeur terminale de 50 points de base.

Les variations de ces principales hypothèses prises individuellement n'ont pas conduit à des valeurs d'utilité inférieures aux valeurs nettes comptables.

## NOTE 6 STOCKS ET EN-COURS, CONTRATS DE CONSTRUCTION

### 6.1 Détail des stocks et en-cours

En milliers d'euros	31-déc.-17			31-déc.-16			Variation		
	Brut	Provision	Net	Brut	Provision	Net	Brut	Provision	Net
Stocks industriels	178 002	-15 241	162 761	175 332	-15 594	159 738	2 670	353	3 023
Encours "Non Recurring"	209 041	-8 550	200 491	241 261	-9 948	231 313	-32 220	1 398	-30 822
<b>TOTAL</b>	<b>387 043</b>	<b>-23 791</b>	<b>363 253</b>	<b>416 593</b>	<b>-25 542</b>	<b>391 051</b>	<b>-29 550</b>	<b>1 751</b>	<b>-27 799</b>

Les stocks et en-cours nets ont baissé sur l'exercice de 28 M€ principalement sous l'effet conjugué :

- ▶ d'une augmentation des stocks industriels (Matières premières, pièces élémentaires et en-cours de production) de 3 M€,
- ▶ d'une baisse de 30,8 M€ des en-cours « Non Recurring » (coûts de développement des programmes et courbe relatifs à des programmes suivis en contrats de construction), compte tenu notamment de

l'impact de la décroissance de coûts des programmes en phase de maturité (Embraer E1 et B787) pour - 25,5 M€.

Les stocks industriels comprennent les matières, pièces et les encours de fabrication. Les Encours « Non Recurring » sont composés des coûts de développement des programmes (encours NRC) et de la courbe comptabilisée en application de la norme IAS 11 (Contrats de construction).

### 6.2 Contrats de construction

En millions d'euros	31-déc.-17	31-déc.-16
Encours nets reconnus à l'actif	229	272
Montant dû aux clients	0	0
Revenus reconnus depuis l'origine des contrats*	3 475	3 384
Charges engagées depuis l'origine des contrats*	3 815	3 555
Avances remboursables	45	44

\* Un contrat n'est plus pris en compte dans le périmètre à compter de l'exercice 2017.

Les contrats de construction sont basés sur des prévisions faites par le Groupe en tenant compte des informations commerciales (carnet de commandes et cadences) communiquées par les différents avionneurs et des informations provenant des perspectives du marché aéronautique. Les coûts à venir sont estimés sur la base des organisations industrielles mises en place par le Groupe. Par ailleurs, les flux dollars (chiffres d'affaires et charges) représentant une part significative des flux globaux, le Groupe a fondé ses prévisions sur une analyse historique du cours du dollar, des hypothèses d'évolution future du dollar en relation avec la durée des contrats. Cette dernière hypothèse peut être revue en fonction des

perspectives d'évolution de la devise et de ses impacts au niveau des prévisions.

Les principaux contrats de constructions concernent les programmes suivants : A380 (partie inférieure de la pointe avant, portes du pont supérieur, meubles électriques), A400M (meuble électrique), F7X (harnais, tronçon de fuselage arrière), Embraer ERJ 170/190 (tronçon de fuselage et portes), B787 (portes passagers). Une information chiffrée détaillée par programme (et notamment les marges à terminaison) ne peut pas être communiquée pour des raisons de confidentialité.

## NOTE 7 ACTIFS FINANCIERS

En milliers d'euros	Prêts et créances au coût amorti	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couvertures	31-déc.-17	Juste valeur
Actifs financiers non courant	3 415			3 415	
Clients et autres débiteurs	151 148			151 148	
Instruments financiers		1 613	39 382	40 995	40 995
Trésorerie et équivalent de trésorerie	141 666	326		141 992	326
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>296 229</b>	<b>1 939</b>	<b>39 382</b>	<b>337 551</b>	<b>41 321</b>

En milliers d'euros	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
Instruments financiers		40 995		40 995
Trésorerie et équivalent de trésorerie	326			326
<b>TOTAL</b>	<b>326</b>	<b>40 995</b>	<b>0</b>	<b>41 321</b>

En milliers d'euros	Prêts et créances au coût amorti	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couvertures	31-déc.-16	Juste valeur
Actifs financiers non courant	2 430			2 430	
Clients et autres débiteurs	169 732			169 732	
Instruments financiers		429	20	449	449
Trésorerie et équivalent de trésorerie	147 137	307		147 444	307
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>319 299</b>	<b>735</b>	<b>20</b>	<b>320 055</b>	<b>755</b>

En milliers d'euros	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
Instruments financiers		449		449
Trésorerie et équivalent de trésorerie	307			307
<b>TOTAL</b>	<b>307</b>	<b>449</b>	<b>0</b>	<b>755</b>

La juste valeur des créances clients est considérée correspondre à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances très courtes de paiement. Il en est de même pour les autres débiteurs.

Le poste trésorerie et équivalent de trésorerie inclut les soldes débiteurs de banque pour 142 M€ au 31/12/2017 contre 147 M€ au 31/12/2016.



## NOTE 8 CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

En milliers d'euros	31-déc.-17	31-déc.-16
Avances et acomptes versés sur commandes	6 856	1 468
Créances clients*	125 274	147 742
Comptes courants	289	0
Créances fiscales	14 954	14 932
Autres créances	3 776	5 591
<b>TOTAL CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS</b>	<b>151 148</b>	<b>169 732</b>
Charges constatées d'avance	1 307	1 723
Autres actifs courants	2	85
<b>TOTAL DES AUTRES ACTIFS COURANTS</b>	<b>1 309</b>	<b>1 808</b>

\* Au 31 décembre 2017, le montant des créances clients cédées au factor s'élève à 95,8 M€. Le montant financé par le factor au titre des créances cédées s'élève à 86,9 M€. Au 31 décembre 2016, le montant des créances clients cédées au factor s'élève à 129,8 M€. Le montant financé par le factor au titre des créances cédées s'élève à 76,8 M€.

Le Groupe restant responsable du recouvrement des créances clients cédées, ces créances sont maintenues à l'actif.

L'antériorité des créances clients se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31-déc.-17	31-déc.-16
Créances non échues	114 389	129 904
Créances échues < à 30 jours	1 970	7 219
Créances échues entre 30 et 60 jours	1 862	4 107
Créances échues entre 60 et 90 jours	1 574	2 736
Créances échues entre 90 et 180 jours	1 092	2 865
Créances échues > 6 mois	4 387	910
Provision pour créances douteuses	0	0
<b>CREANCES CLIENTS</b>	<b>125 274</b>	<b>147 742</b>

## NOTE 9 INSTRUMENTS DERIVES

En raison de son exposition internationale et les facturations faites en devises dollar à ses clients français, le Groupe est confronté à des risques de change. Le risque lié aux fluctuations du dollar est couvert pour partie par des contrats de ventes à terme et des tunnels d'options.

Le Groupe a par conséquent développé une politique de couverture naturelle en effectuant une partie de ses achats en USD. Ainsi, le Groupe facture environ 85 % de ses ventes en dollars et achète environ 65 % de fournitures ou sous-traitance en dollars. La couverture naturelle du Groupe sur le dollar USD représente environ 40 %.

Pour couvrir son exposition nette résiduelle, le Groupe utilise des instruments financiers de couverture de change, de type ventes à terme ou tunnels d'options. Les tunnels d'options mis en place donnent la possibilité au Groupe d'être associé à une revalorisation du cours €/USD.

Au cours de l'exercice 2017, de nouveaux instruments financiers de couvertures (EUR/USD) ont été mis en place pour un montant total de 250 MUSD. Ce montant vise à couvrir 90 MUSD à un horizon de 2019 et 160 MUSD à un horizon de 2020.

Le Groupe dispose également de couvertures de change visant à se protéger des fluctuations de la couronne tchèque CZK contre l'euro liées à sa filiale LATECOERE Czech Republic s.r.o.

Dans le courant de l'exercice 2017, les instruments de couvertures de change liés à des fluctuations du réal brésilien par rapport au dollar USD et des fluctuations du peso Mexicaine MXN par rapport au dollar USD sont arrivés à terme. Le dénouement de ces instruments financiers entraîne un impact de + 553 K€ en résultat financier réalisé et un impact de + 326 K€ sur le résultat financier latent.

## 9.1 Informations sur la valeur des instruments dérivés et sur les notionnels couverts

Le Groupe utilise principalement des contrats de change à terme et des tunnels d'options pour couvrir son risque de change. Le risque de taux d'intérêt est quant à lui couvert par des caps et des swaps de taux.

En milliers d'euros	Valeur au bilan		Notionnel*	Échéances		
	Actif	Passif		< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans
<b>Instruments non qualifiés de comptabilité de couverture :</b>						
- Options de change** et contrats de change à terme EUR/USD	1 613	0	**			
<b>Couverture de flux de trésorerie :</b>						
- Contrats de change à terme EUR/USD	9 323	0	212 624	54 198	158 426	0
- Contrats de change à terme CZK/EUR	1 134	0	72 000	24 000	48 000	0
- Options de change EUR/USD (valeur intrinsèque) ***	28 924	26	570 333	237 639	332 694	0
<b>Instruments dérivés de change</b>	<b>40 995</b>	<b>26</b>	<b>854 957</b>	<b>315 837</b>	<b>539 120</b>	<b>0</b>
Instruments non qualifiés de comptabilité de couverture	1 613	0	0	0	0	0
Instruments qualifiés de comptabilité de couverture	39 382	26	854 957	315 837	539 120	0
<b>TOTAL DES INSTRUMENTS DERIVES</b>	<b>40 995</b>	<b>26</b>	<b>854 957</b>	<b>315 837</b>	<b>539 120</b>	<b>0</b>
dont instruments dérivés non courant	23 993	26				
dont instruments dérivés courant	17 002	0				

\* Le notionnel est valorisé en milliers d'euros en utilisant la taux de change à la date de clôture.

\*\* Correspond principalement à la valeur temps des options et aux options digitales

\*\*\* Afin d'éviter la redondance de l'information, les montants notionnels total des options de change (valeur intrinsèque et valeur temps) sont mentionnés sur la ligne options de change (valeur intrinsèque)

## 9.2 Informations sur les impacts résultat et capitaux propres des instruments dérivés

### Impact des couvertures de flux de trésorerie futurs

En milliers d'euros	31-déc.-17	31-déc.-16
<b>Capitaux propres - Instruments de couverture (nets d'impôts) à l'ouverture</b>	<b>-5 918</b>	<b>-7 245</b>
Variation de juste valeur efficace	48 439	-7 405
Reclassement en résultat net de l'exercice *	-40	9 722
Ecart de conversion	-27	-238
Effet d'impôt sur les variations de l'exercice	-15 863	-753
<b>Capitaux propres - Instruments de couverture (nets d'impôts) à la clôture</b>	<b>26 591</b>	<b>-5 918</b>

\* dont - 0,5 M€ ont impacté négativement le chiffre d'affaires du Groupe au 31 décembre 2017 (contre - 9,6 M€ au 31 décembre 2016)

### Impact des instruments dérivés auxquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée

En milliers d'euros	31-déc.-17	31-déc.-16
<b>Juste valeur à l'ouverture</b>	<b>-29 685</b>	<b>-12 760</b>
Impact avant impôts sur résultat	31 298	-16 925
<b>Juste valeur à la clôture</b>	<b>1 613</b>	<b>-29 685</b>

## NOTE 10 CAPITAUX PROPRES

### 10.1 Politique de gestion du capital

Le Groupe LATECOERE considère comme un principe de bonne gouvernance de suivre les capitaux propres et l'endettement.

Par ailleurs, le Groupe mène une politique d'achat et de vente de ses propres actions dont le but principal est d'animer le cours de l'action (détail en note 10.3).

### 10.2 Composition du capital et résultat par action

	31-déc.-17	31-déc.-16
Nombre d'actions	94 394 902	94 043 676
Valeur nominale d'une action	2,00	2,00
Capital social en euros	188 789 804	188 087 352

Au cours de l'exercice 2017, deux augmentations de capital réservées aux salariés a été opérées pour un montant de 311 K€ et 391 K€.

	31-déc.-17	31-déc.-16
Moyenne des titres émis	96 434 506	94 972 521
Moyenne des titres auto détenus	30 226	30 814
<b>Moyenne pondérée des titres (a)</b>	<b>96 404 280</b>	<b>94 941 707</b>
Effet dilutif du plan d'actions de performance (b)	1 983 630	1 983 630
<b>Total des titres dilués (a+b)</b>	<b>98 387 910</b>	<b>96 925 337</b>
<b>Résultat (part du Groupe) en euros</b>	<b>3 491 954</b>	<b>6 033 293</b>
Résultat par action	0,04	0,06
Résultat dilué par action	0,04	0,06
<b>Résultat (part du Groupe) des activités poursuivies en euros</b>	<b>3 491 954</b>	<b>4 506 304</b>
Résultat par action	0,04	0,05
Résultat dilué par action	0,04	0,05
<b>Résultat (part du Groupe) des activités non poursuivies en euros</b>	<b>0</b>	<b>1 526 989</b>
Résultat par action	0,00	0,02
Résultat dilué par action	0,00	0,02

### 10.3 Actions propres

En quantité	31-déc.-16	Acquisitions	Cessions	31-déc.-17	% du Capital
Titres LATECOERE	34 030	1 242 981	1 256 807	20 204	0,02%
En milliers d'euros	31-déc.-16	Acquisitions / Provisions	Cessions	31-déc.-17	Cours Moyen Acquisitions
Titres LATECOERE	128	5 672	5 728	71	4,01

### 10.4 Plan d'attribution d'actions de performance

Conformément à l'autorisation consentie par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 juillet 2015, le Conseil d'Administration a mis en place un plan d'attribution d'actions au bénéfice de certains membres du Comité Exécutif. Ces attributions sont soumises à une condition de présence et à des conditions de performance économique et boursière. Les principales caractéristiques du plan sont résumées dans le tableau ci-dessous :

	Plan du 22/09/2015
Date d'assemblée	15 juillet 2015
Date du Conseil d'Administration	22 septembre 2015
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	2 333 680
Période d'acquisition	4 tranches successives correspondant aux exercices sociaux 2015, 2016, 2017 et 2018
Durée d'acquisition	2 ans à compter de la date de leur attribution par le Conseil d'Administration
Durée de la période de conservation obligatoire des actions à compter de l'acquisition définitive	2 ans à compter de la date d'acquisition
Conditions de performance	oui (cf détail ci-après)

Les conditions de performance sont constituées :

- D'un critère de performance boursière pour un montant total maximum de 1 166 840 actions sur la base d'une augmentation du cours de l'action Latécoère par rapport à un cours de référence fixé pour chaque exercice social (exercice de référence) au titre des années 2015 à 2018,
- D'un critère de performance économique pour un montant total maximum de 1 166 840 actions en fonction d'un niveau d'EBITDA Economique récurrent constaté pour chaque Exercice de Référence au titre des exercices 2015, 2016, 2017 et 2018.

#### Information sur la juste valeur du plan

Juste valeur	Plan du 22/09/2015
Cours d'action à la date d'octroi	3,4 €
Volatilité de l'action Latécoère	40%
Taux de rendement sans risque	0,05%
Juste valeur de l'option pour le plan de performance boursière	1,85 €
Juste valeur de l'option pour le plan de performance EBITDA	0,50 €
<b>Juste valeur de l'action</b>	<b>1,17 €</b>

La juste valeur des options, calculée par un actuaire externe, est déterminée, à la date d'attribution, à partir du modèle de simulation Monte-Carlo pour la partie relative à la condition de performance boursière et à partir du modèle Black & Scholes pour la partie relative à la condition de performance économique (EBITDA). La juste valeur du plan s'élève à 2,7 millions d'euros. La charge est étalée sur la période d'acquisition des droits.

Au cours des années 2016/2017, plusieurs bénéficiaires historiques ont quitté la société et deux nouveaux bénéficiaires sont entrés dans le plan. A la clôture de l'exercice 2017, une charge de 0,7 M€ a été reconnue pour les nouveaux bénéficiaires du plan et une annulation de la charge cumulée antérieurement reconnue pour les salariés ayant quitté la société a été comptabilisée pour 1 M€.

## Information sur l'évolution du plan

	31-déc.-17
<b>Nombre d'actions attribuables en début de période</b>	2 333 680
Actions attribuées au cours des périodes précédentes	350 052
Actions attribuées au cours de la période	102 974
Actions acquises par les bénéficiaires	0
Actions annulées	0
<b>Nombre d'actions attribuables en fin de période</b>	<b>2 230 706</b>

## NOTE 11 PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

En milliers d'euros	31-déc.-16	Dotations	Reprises	Incidence des var. de change	Reclassement	31-déc.-17
Provisions non courantes	1 096	131	-186	-90		950
Provisions pour restructurations (non courantes)	20 779				-14 681	6 099
<b>TOTAL provisions non courantes</b>	<b>21 876</b>	<b>131</b>	<b>-186</b>	<b>-90</b>	<b>-14 681</b>	<b>7 049</b>
Provisions courantes	335		-145	-32		157
Provisions pour restructurations (courantes)	13 451	711	-11 911		14 681	16 932
<b>TOTAL provisions courantes</b>	<b>13 786</b>	<b>711</b>	<b>-12 057</b>	<b>-32</b>	<b>-14 681</b>	<b>17 089</b>

## NOTE 12 AVANTAGES AU PERSONNEL

Conformément à IAS19, dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées. Les estimations des obligations du Groupe au titre des engagements du personnel des sociétés françaises sont calculées par un actuaire indépendant. Il est à noter que les engagements éventuels des filiales étrangères ne sont pas significatifs.

La méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service futur du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation, calculée charges sociales comprises, est actualisée et est comptabilisée sur

la base des années de service des salariés. Les écarts actuariels résultant de ces hypothèses sont entièrement reconnus en résultat de la période.

Les avantages au personnel comprennent les montants actualisés relatifs :

- aux médailles du travail comptabilisées au niveau des comptes sociaux ;
- aux engagements de retraite.

Le tableau ci-dessous fait apparaître les montants comptabilisés par le Groupe au 31 décembre 2017.

En milliers d'euros	31-déc.-17	31-déc.-16
Engagements de retraite	13 156	11 810
Médailles du travail	2 495	1 712
<b>TOTAL</b>	<b>15 651</b>	<b>13 521</b>

### 12.1 Engagements de retraite

Les engagements de retraite comptabilisés au 31 décembre 2017 ne concernent que les sociétés françaises et tunisiennes. Ils ont été calculés selon la méthode décrite dans la note 2.23.

Les hypothèses de calcul retenues pour les sociétés françaises sont les suivantes :

- taux d'actualisation de 1,4% (contre 1,6% en 2016), taux calculé sur la base des taux observés au 15 décembre

2017 d'obligations d'entreprises de 1<sup>ère</sup> catégorie, le Groupe se référant notamment à l'indice Iboxx ;

- utilisation de la table de mortalité INSEE 2010-2012 ;
- la rotation du personnel constatée par tranche d'âge et par société ;
- âge de départ à la retraite : 66 ans ;
- progression des salaires conforme à la moyenne des dernières années ;

Il n'existe pas de coût des services passés différé à la clôture des exercices 2017 et 2016. Les écarts actuariels sont constatés en capitaux propres à compter de l'exercice 2010 et conformément à l'option offerte par la norme IAS 19 «Avantages au personnel », de reconnaître l'intégralité des écarts actuariels au cours de la période dans laquelle ils se sont produits, en dehors du compte de résultat dans l'état du résultat global consolidé. L'engagement est constaté au bilan en passif non courant, pour le montant de l'engagement total, dans la mesure où il n'existe pas d'écarts actuariels différés, ni de coûts des services

passés différés. Les indemnités liées aux salariés qui devraient partir en 2018 s'élèvent à 7 K€.

Une hausse de 0,25 point du taux d'actualisation conduirait à une diminution de la provision pour indemnités de départ à la retraite de - 818 K€. Pour information, et à hypothèses actuarielles identiques, la dotation aux provisions en 2018 devrait s'élever (hors départs) à 931 K€.

En milliers d'euros	31-déc.-17	31-déc.-16
<b>Engagements à l'ouverture</b>	<b>11 810</b>	<b>14 849</b>
Coût des services rendus au cours de la période	682	715
Charges nettes d'intérêt	199	272
Indemnités versées	-145	-375
Ecarts actuariels (OCI)	610	1 512
Variation de périmètre	0	-5 163
<b>Engagements à la clôture</b>	<b>13 156</b>	<b>11 810</b>
<b>Charges de la période :</b>		
Coût des services rendus au cours de la période	682	715
Charges nettes d'intérêt	199	272
<b>TOTAL</b>	<b>881</b>	<b>987</b>

## 12.2 Médailles du travail

Les engagements médailles du travail comptabilisés au 31 décembre 2017 ne concernent que les sociétés françaises. Ils ont été calculés selon la méthode décrite dans la note 2.23.

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- taux d'actualisation de 1,4% (contre 1,6% en 2016), taux calculé sur la base des taux observés au 15 décembre 2017 d'obligations d'entreprises de 1<sup>ère</sup> catégorie, le Groupe se référant notamment à l'indice Iboxx ;
- utilisation de la table de mortalité INSEE 2010-2012 ;
- la rotation du personnel constatée par tranche d'âge et par société ;

- âge de départ à la retraite : 66 ans ;
- progression des salaires conforme à la moyenne des dernières années ;

Les indemnités qui devraient être versées aux salariés en 2018 s'élèvent à 187 K€.

Une hausse de 0,25 point du taux d'actualisation conduirait à une diminution de la provision pour médailles du travail de - 54 K€. Pour information, et à hypothèses actuarielles identiques, la dotation aux provisions en 2018 devrait s'élever (hors départs) à 203 K€.

En milliers d'euros	31-déc.-17	31-déc.-16
<b>Engagements à l'ouverture</b>	<b>1 712</b>	<b>1 935</b>
Coût des services rendus au cours de la période	777	129
Charges nettes d'intérêt	36	42
Indemnités versées	-98	-133
Ecarts actuariels	67	74
Variation de périmètre	0	-336
<b>Engagements à la clôture</b>	<b>2 495</b>	<b>1 712</b>
<b>Charges de la période :</b>		
Coût des services rendus au cours de la période	777	129
Charges nettes d'intérêt	36	42
<b>TOTAL</b>	<b>813</b>	<b>171</b>

## NOTE 13 PASSIFS FINANCIERS

En milliers d'euros	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couvertures	Autres passifs financiers	31-déc.-17	Juste valeur
Avances remboursables			45 188	45 188	N/A*
Emprunt BEI			45 000	45 000	45 000
Affacturage			77 056	77 056	77 056
Financement crédit-bail immobilier			105	105	105
Facilités bancaires et autres			26	26	26
Autres passifs long terme			19 721	19 721	19 721
Instruments financiers dérivés	0	26		26	26
Fournisseurs et autres créditeurs			151 937	151 937	151 937
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>0</b>	<b>26</b>	<b>339 031</b>	<b>339 058</b>	<b>293 870</b>

\*La juste valeur des avances remboursables ne peut pas être évaluée de façon fiable compte tenu de l'incertitude portant sur les montants à rembourser et leurs dates de remboursement.

En milliers d'euros	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
Instruments financiers dérivés	0	26	0	26
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>26</b>	<b>0</b>	<b>26</b>

En milliers d'euros	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couvertures	Autres passifs financiers	31-déc.-16	Juste valeur
Avances remboursables			43 908	43 908	N/A*
Crédit syndiqué - Tranche B			78 125	78 125	78 125
Affacturage			66 747	66 747	66 747
Financement crédit-bail immobilier			615	615	606
Facilités bancaires et autres			158	158	158
Autres passifs long terme			18 332	18 332	18 332
Instruments financiers dérivés	30 119	9 037		39 156	39 156
Fournisseurs et autres créditeurs			151 763	151 763	151 763
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>30 119</b>	<b>9 037</b>	<b>359 648</b>	<b>398 805</b>	<b>354 881</b>

\*La juste valeur des avances remboursables ne peut pas être évaluée de façon fiable compte tenu de l'incertitude portant sur les montants à rembourser et leurs dates de remboursement.

En milliers d'euros	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
Instruments financiers dérivés	0	39 156	0	39 156
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>39 156</b>	<b>0</b>	<b>39 156</b>

La juste valeur des dettes fournisseurs est considérée correspondre à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances très courtes de paiement. Il en est de même pour les autres créditeurs. Les emprunts et dettes financières sont comptabilisés au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les passifs financiers dont la valeur au bilan est différente de la juste valeur sont les emprunts et dettes financières à taux fixe ne faisant pas l'objet de couverture.

## 13.1 Emprunts et dettes financières

En milliers d'euros	31-déc.-17	31-déc.-16
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit – part à plus d'un an	45 000	78 125
Financement crédit-bail immobilier – part à plus d'un an	61	100
<b>Passifs non courants</b>	<b>45 061</b>	<b>78 225</b>
Financement crédit-bail immobilier – part à moins d'un an	43	515
Affacturation	77 056	66 747
Autres dettes financières	26	158
<b>Passifs courants</b>	<b>77 125</b>	<b>67 420</b>
<b>TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES</b>	<b>122 186</b>	<b>145 645</b>

Rapprochement de la dette liée au factor (affacturation) :

En milliers d'euros	31-déc.-17	31-déc.-16
Créances cédées au factor	95 812	129 792
Financement obtenu du factor	86 860	76 768
Trésorerie disponible chez le factor	-9 804	-10 021
<b>DETTE FINANCIERE - AFFACTURAGE</b>	<b>77 056</b>	<b>66 747</b>

La trésorerie disponible chez le factor correspond aux créances clients cédées directement encaissées par le factor entre la dernière date de demande de financement et la date de la clôture des comptes.

Les termes et conditions des emprunts en cours sont les suivants :

En milliers d'euros	Devise	Taux intérêt	Année d'échéance	31-déc.-17	
				Valeur nominale d'origine	Valeur comptable
Emprunt BEI	EURO	EURIBOR + marge	2024	55 000	45 000
Affacturation	EURO/USD	EURIBOR/LIBOR+ marge	2019	100 000	77 056
Financement crédit-bail immobilier	EURO	4,7%-7,2%	2020	25 807	105
Facilités bancaires et autres	EURO	EURIBOR+ marge	n/a	26	26
<b>TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES</b>				<b>209 432</b>	<b>122 186</b>

Latécoère a obtenu auprès de la BEI un financement global de 55 M€ afin de soutenir son développement. Au 31 décembre 2017, le montant tiré s'est élevé à 45 M€.

## 13.2 Covenants financiers

### Engagement financiers sur le crédit syndiqué

Le Groupe LATECOÈRE ayant remboursé l'intégralité du crédit syndiqué et ayant obtenu la mainlevée des sûretés relatives à ce crédit, aucun covenant financier n'est applicable aux comptes clos au 31/12/2017 au titre de ce crédit.



## Engagement financiers sur le prêt de la Banque Européenne d'Investissement

Le prêt de la BEI inclut des covenants financiers engageant le Groupe à i) respecter un niveau maximum de ratio de levier (dette brute / Economic EBITDA), ii) respecter un niveau minimum de ratio de couverture des frais financiers (Economic EBITDA / frais financiers) et iii) respecter un niveau minimum de ratio de liquidité (Economic EBIT). Ils seront applicables à partir des comptes au 30 juin 2018.

## Engagement financiers sur le contrat d'affacturage

Le contrat d'affacturage inclut des covenants financiers engageant le Groupe à i) respecter un niveau minimum d'EBIT économique ajusté, calculé de façon trimestrielle sur une base de 12 mois glissants et ii) à respecter un niveau minimum de trésorerie, mesuré mensuellement.

## 13.3 Avances remboursables

Les avances remboursable d'un montant global de 45,2 M€ correspondent notamment aux programmes A380 pour 22 M€ et aux programmes A350 pour 17,4 M€. Les avances sont remboursables en cas de succès du programme et les remboursements sont liés aux livraisons de chaque produit ayant fait l'objet d'une avance. Les conditions de remboursement sont fixées dans la convention signée avec l'organisme prêteur.

## NOTE 14 FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

En milliers d'euros	31-déc.-17	31-déc.-16
Dettes fournisseurs	97 360	93 626
Dettes sociales	32 532	37 004
Dettes fiscales	8 254	6 891
Clients créditeurs	375	1 004
Autres dettes	13 416	13 238
<b>TOTAL DETTES ET AUTRES CRÉDITEURS</b>	<b>151 937</b>	<b>151 763</b>

## NOTE 15 IMPÔTS

### 15.1 Créances d'impôt

Le montant constaté au 31 décembre 2017 pour 19,4 M€ correspond à des crédits d'impôt pour 18,3 M€ (crédits d'impôt recherche et crédits d'impôt pour la compétitivité et l'emploi).

### 15.2 Impôts différés

En milliers d'euros	31-déc.-17	31-déc.-16
Impôts différés actif	27 516	24 430
Impôts différés passif	-527	-1 292
<b>IMPOTS DIFFERES A L'OUVERTURE</b>	<b>26 990</b>	<b>23 138</b>
Produit (charges) d'impôt différé de la période	-12 249	3 947
Variation des impôts différés passant en capitaux propres	-13 929	-94
<b>IMPOTS DIFFERES A LA CLOTURE</b>	<b>812</b>	<b>26 990</b>
Dont impôts différés actifs	967	27 516
Dont impôts différés passifs	-154	-527

L'analyse des actifs nets d'impôts différés par nature se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-17	31-déc.-16
Immobilisations incorporelles et corporelles	-3 166	-3 287
Instruments financiers	-13 087	13 324
Engagements envers le personnel	4 124	3 653
Autres provisions (provisions réglementées)	-2 768	-2 762
Emprunts et dettes financières	-1 318	-134
Déficits reportables	12 924	15 200
Autres	4 104	996
<b>ACTIFS (PASSIFS) D'IMPOTS DIFFERES NET</b>	<b>812</b>	<b>26 990</b>

La principale source d'impôts différés actif concerne l'activation des reports déficitaires issus du Groupe d'intégration fiscal français reportables sans limitation de durée pour un montant de 14 M€ au 31 décembre 2017.

## NOTE 16 CHIFFRE D'AFFAIRES

### PAR DOMAINE

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-17		31-déc.-16	
	Montant	%	Montant	%
Activité civile	629 637	96,5%	633 999	96,8%
Activité militaire	22 844	3,5%	21 237	3,2%
<b>TOTAL</b>	<b>652 481</b>	<b>100,0%</b>	<b>655 236</b>	<b>100,0%</b>

### PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-17		Dec 31, 2015*	
	Montant	%	Montant	%
France	378 030	57,9%	329 098	50,2%
Export	274 451	42,1%	326 138	49,8%
<b>TOTAL</b>	<b>652 481</b>	<b>100,0%</b>	<b>655 236</b>	<b>100,0%</b>

### PAR MARCHÉ GEOGRAPHIQUE (EXPORTATIONS DIRECTES)

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-17		31-déc.-16	
	Montant	%	Montant	%
Europe	381 601	58,5%	415 006	63,3%
Amérique	260 055	39,9%	235 887	36,0%
Asie	9 970	1,5%	4 308	0,7%
Autres	854	0,1%	35	0,0%
<b>TOTAL</b>	<b>652 481</b>	<b>100,0%</b>	<b>655 236</b>	<b>100,0%</b>

### PAR NATURE

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-17		31-déc.-16	
	Montant	%	Montant	%
Chiffre d'affaires - contrats de construction	300 618	46,1%	353 595	54,0%
Chiffre d'affaires - biens	324 205	49,7%	266 902	40,7%
Chiffre d'affaires - services	27 658	4,2%	34 739	5,3%
<b>TOTAL</b>	<b>652 481</b>	<b>100,0%</b>	<b>655 236</b>	<b>100,0%</b>

## NOTE 17 ACHATS CONSOMMES ET CHARGES EXTERNES

En milliers d'euros	31-déc.-17	31-déc.-16
Achats consommés	-103 598	-148 311
Marchandises consommées	-277	-584
Sous-traitance	-223 181	-197 555
Charges externes	-72 532	-67 503
<b>ACHATS CONSOMMES ET CHARGES EXTERNES</b>	<b>-399 588</b>	<b>-413 953</b>

## NOTE 18 AUTRES PRODUITS

Le montant des autres produits comprend notamment des subventions d'exploitation pour 2,5 M€ et des crédits d'impôts recherche et CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) pour 3,8 M€.

## NOTE 19 AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS

Au 31 décembre 2017, les autres produits et charges non courants comprennent principalement :

- des coûts de transformation et d'adaptation du site historique de Toulouse (site de Périole) pour - 3,8 M€ ;
- des coûts de rationalisation pour - 2,5 M€ ;
- des coûts de transferts industriels vers le nouveau site de production situé en Bulgarie pour - 2 M€ ;
- des coûts de transferts industriels relatifs à la fermeture du site de Tarbes pour - 1,5 M€ ;
- des coûts relatifs à la création de l'usine du futur située près de Toulouse (Montredon) pour - 1,4 M€ ;
- une reprise de provision relative au plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) de + 1,2 M€.

## NOTE 20 DETAIL DU RESULTAT FINANCIER

En milliers d'euros	31-déc.-17	31-déc.-16
Coût de l'endettement net	-7 970	-8 986
Gains et pertes de change réalisés :	-7 296	-14 887
- sur instruments dérivés EUR/USD	-1 406	-12 448
- sur autres instruments dérivés	554	-76
- résultat de change réalisé sur postes du bilan	-6 443	-2 363
Autres charges et produits financiers réalisés	-4 729	-3 160
<b>Résultat financier réalisé</b>	<b>-19 994</b>	<b>-27 033</b>
Variation de juste valeur des instruments financiers :	31 298	-7 951
- sur instruments dérivés de change EUR/USD	28 198	-7 691
- sur autres instruments dérivés de change	327	726
- sur instruments dérivés de taux	2 774	-986
Réévaluation des postes du bilan	-3 748	2 960
Autres charges et produits financiers latents	894	-2 405
<b>Résultat financier latent</b>	<b>28 444</b>	<b>-7 396</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>8 451</b>	<b>-34 430</b>

La variation de juste valeur des instruments financiers dérivés de change EUR/USD provient essentiellement de l'appréciation de la valeur temps des options. Aucune inefficacité des couvertures n'a été constatée au titre de l'exercice 2017.

Au titre de l'exercice 2017, les autres charges et produits financiers réalisés comprennent principalement l'amortissement des coûts de renégociation de la dette selon la méthode du TIE pour un montant de -4,2 M€ suite au remboursement du crédit syndiqué.

Au titre de l'exercice 2017, les autres charges et produits financiers latents comprennent notamment une reprise de provision sur dépréciation de titres pour 0,9 M€.

## NOTE 21 CHARGE D'IMPOTS

### 21.1 Convention d'intégration fiscale

En France, la société LATECOERE s'est constituée depuis l'exercice fiscal 2009 seule redevable de l'impôt sur les sociétés, des contributions additionnelles assises sur l'impôt sur les sociétés et de l'imposition forfaitaire annuelle dus au titre du Groupe fiscal qui comprend les sociétés LATECOERE, LATElec, et LATECOERE Développement. En application de la convention d'intégration fiscale, les filiales intégrées fiscalement supportent leur propre charge d'impôt, comme elles le feraient en l'absence d'intégration fiscale et versent les sommes correspondantes à la société LATECOERE, à titre de contribution au paiement des impôts du Groupe fiscal.

### 21.2 Charge d'impôts sur les bénéfices

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-17	31-déc.-16
Impôts exigibles	-4 329	-1 842
Impôts différés	-12 249	4 272
<b>TOTAL</b>	<b>-16 578</b>	<b>2 430</b>

## 21.3 Rapprochement entre impôt théorique et impôt réel

En milliers d'euros	31-déc.-17
<b>Résultat net consolidé des entreprises intégrées</b>	<b>3 574</b>
- Charge d'impôt consolidée (exigible et différé)	-16 578
<b>Résultat consolidé avant impôt (avant partage groupe/minoritaires)</b>	<b>20 151</b>
- Résultat des sociétés mises en équivalence	-82
<b>Résultat consolidé avant impôt (A)</b>	<b>20 233</b>
<b>Taux théorique (taux courant applicable société mère) (B)</b>	<b>34,43%</b>
<b>Charge fiscale théorique (A*B)</b>	<b>-6 966</b>
Différences permanentes	-595
Impact lié au taux	1 154
Impact réduction d'impôt / crédits d'impôts*	4 555
Déficits fiscaux nés sur la période non activés**	-11 359
Reprise/Activation déficits antérieurs	-1 314
Autres	-2 053
<b>Sous-total</b>	<b>-9 611</b>
<b>CHARGE FISCALE REELLE</b>	<b>-16 578</b>
<b>TAUX EFFECTIF D'IMPOT</b>	<b>N/A</b>

\* Ce montant correspond essentiellement au crédit d'impôt recherche / CICE

\*\* Les pertes fiscales non utilisées sont sans limite de report

## NOTE 22 GESTION DES RISQUES

### 22.1 Risque de contrepartie

Le Groupe est principalement exposé au risque de crédit et de contrepartie concernant les clients, les instruments financiers dérivés et les placements financiers temporaires.

Le risque de défaillance de contreparties lié aux clients est très limité du fait de la qualité du crédit des principaux clients (avionneurs de 1<sup>er</sup> rang) des branches Aérostructures et Systèmes d'interconnexions.

A la clôture de l'exercice, le Groupe n'a pas identifié de risque de crédit significatif sur ces actifs échus non provisionnés.

Le Groupe met en place des instruments financiers dérivés dans le but de réduire son exposition aux risques de change et de taux. Ces opérations sont contractées de gré à gré avec des banques de 1<sup>er</sup> rang.

La trésorerie est placée au travers d'instruments monétaires sans risque auprès d'établissements bancaires de 1<sup>er</sup> rang.

### 22.2 Risque de liquidité

Afin de faire face à son risque de liquidité, le Groupe utilise des emprunts, des lignes de crédit court terme, des découverts autorisés et des lignes d'escompte (affacturage). Les flux de trésorerie non actualisés présentés dans les tableaux ci-après intègrent les intérêts financiers. Les intérêts financiers ont été calculés sur la base du taux

variable de 2017 pour la part des passifs financiers à taux variable. Les passifs financiers par maturité s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31-déc.-17				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie non actualisé	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans
Avances remboursables	45 188	N/A*			
Emprunt BEI	45 000	-48 945	-657	-2 630	-45 657
Affacturage	77 056	-77 056	-77 056	0	0
Financement crédit-bail immobilier	105	111	47	64	0
Facilités bancaires et autres	26	-26	-26	0	0
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	171 657	-171 657	-161 578	-10 080	0
<b>Total des passifs financiers non dérivés</b>	<b>339 031</b>	<b>-297 573</b>	<b>-239 270</b>	<b>-12 645</b>	<b>-45 657</b>
Instrument dérivé de couverture (valeur intrinsèque)	26	-26	-26		
<b>TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>339 058</b>	<b>-297 599</b>	<b>-239 297</b>	<b>-12 645</b>	<b>-45 657</b>

\*La juste valeur des avances remboursables ne peut pas être évaluée de façon fiable compte tenu de l'incertitude portant sur les montants à rembourser et leurs dates de remboursement.

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs correspondent pour :

- 152 M€ à des fournisseurs et autres créditeurs détaillés dans la note 14 de l'annexe des comptes consolidés,
- 20 M€ à d'autres passifs.

## 22.3 Risque de change

### Risque de change dollar

En raison de son exposition internationale et les facturations faites en devises dollar à ses clients français, le Groupe est confronté à des risques de change. Le risque lié aux fluctuations du dollar est couvert pour partie par des contrats de ventes à terme et par des tunnels d'options. Le taux du dollar et le risque de change associé font partie des hypothèses futures estimées dans le cadre des contrats de construction pour la détermination des marges à terminaison.

Le Groupe facture environ 85% de ses ventes en dollars et achète environ 65 % de fournitures ou sous-traitance en dollars. L'incidence des opérations de couvertures dollars inscrites en chiffre d'affaires s'élève à - 0,5 M€ en 2017 et à - 9,6 M€ en 2016.

La politique de couverture du risque de change permet d'en limiter l'impact sur les comptes sociaux et consolidés du groupe LATECOERE. Il est à noter que le tableau ci-après correspond uniquement à la situation constatée au 31 décembre 2017 et ne reflète pas l'intégralité des couvertures futures. L'impact du risque de change sur le compte de résultat est détaillé dans la note 20.

#### a) Exposition et sensibilité bilancielle au dollar

L'exposition bilancielle du Groupe au risque de change en dollars est la suivante :

	31-déc.-17		31-déc.-16	
	K\$	K€	K\$	K€
Créances clients	123 664	103 113	126 800	120 292
Dettes fournisseurs	-45 928	-38 296	-49 935	-47 372
Autres (y compris affacturage)	-82 631	-68 899	-60 159	-57 071
Endettement net	61 073	50 924	49 561	47 017
<b>EXPOSITION NETTE AVANT COUVERTURE</b>	<b>56 178</b>	<b>46 842</b>	<b>66 266</b>	<b>62 865</b>
Instrument de couverture portant sur les créances au bilan	0	0	0	0
<b>EXPOSITION NETTE APRES COUVERTURE</b>	<b>56 178</b>	<b>46 842</b>	<b>66 266</b>	<b>62 865</b>

Une analyse de sensibilité a été réalisée en prenant comme hypothèse une variation de 5% de la devise USD par rapport à l'euro sur la base de l'exposition nette du Groupe au bilan au 31 décembre 2017. Cette variation aurait eu pour conséquence une baisse du résultat avant impôt de 2 231 K€ au 31 décembre 2017 contre une baisse de 2 994 K€ au 31 décembre 2016.

## b) Sensibilité sur les flux transactionnels en dollar

Une analyse de sensibilité a été réalisée sur les flux relatifs aux transactions réalisées en USD par des sociétés dans la monnaie fonctionnelle est l'euro net de l'impact des couvertures de change EUR/USD de la période.

	31-déc.-17		31-déc.-16	
Hypothèse de variation du cours euro/dollar US	-5%	+5%	-5%	+5%
Cours moyen de la période	1,129		1,107	
Cours moyen après sensibilité	1,073	1,186	1,051	1,162
Résultat opérationnel	9 069	-767	2 306	-2 888
Résultat financier	-3 812	-56	0	1 591
RESULTAT AVANT IMPOT	5 257	-823	2 306	-1 297

## c) Sensibilité des instruments financiers dérivés dollar

Une analyse de sensibilité a été réalisée sur la base du portefeuille des dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie détenu à la clôture de l'exercice. Une augmentation de 5% de la devise USD par rapport à l'euro aurait eu pour conséquence une diminution du résultat avant impôt de 2,7 M€ et une baisse des capitaux propres avant impôt de 30,4 M€.

### Autres risques de change

Le Groupe a également mis en place des couvertures de change visant à se protéger des fluctuations de la couronne tchèque par rapport à l'euro liées à sa filiale LATECOERE Czech Republic s.r.o. Ces instruments financiers sont détaillés dans la note 9.

Une analyse de sensibilité a été réalisée en prenant comme hypothèse une augmentation de 5% de la devise euro par rapport à la couronne tchèque (CZK) sur la base du portefeuille de couverture détenu à la clôture de l'exercice. Cette variation n'aurait pas de conséquence sur le résultat avant impôt et une diminution des capitaux propres avant impôt de 3,6 M€.

Le risque de change sur les autres devises n'est pas jugé significatif au vue de l'exposition du Groupe à celles-ci.

### Risque de change conversion

Le risque de change de conversion correspond au risque relatif à la conversion en euros des états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro. Les principales sociétés dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro sont LATECOERE Czech Republic (risque EUR/CZK), LATECOERE Do Brazil (risque EUR/BRL), SEA-LATelec (risque EUR/TND), LATsima (risque EUR/MAD) et les filiales mexicaines (risque EUR/MXN).

Un test de sensibilité a été mis en œuvre sur les filiales dont les montants en devises sont significatifs (LATECOERE Czech Republic et LATECOERE Do Brazil). Ainsi, une dévaluation de 5% des devises BRL et CZK par rapport à l'euro entraînerait une diminution des capitaux propres au 31 décembre 2017 de -2,3 M€ comme au 31 décembre 2016. Pour rappel, le montant de la réserve de conversion dans les capitaux propres s'élève à 6,7 M€ au 31 décembre 2017 contre 5,2 M€ au 31 décembre 2016.

## 22.4 Risque de taux

En milliers d'euros		< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	31-déc.-17	31-déc.-16
<b>Actifs financiers</b>	Taux fixe	0	0	0	0	0
	Taux variable	141 992	0	0	141 992	147 444
<b>Passifs financiers</b>	Taux fixe	-2 400	-13 256	-29 636	-45 292	-44 523
	Taux variable	-77 082	-45 000	0	-122 081	-145 030
<b>EXPOSITION NETTE AVANT COUVERTURE</b>		-2 400	-13 256	-29 636	-45 292	-44 523
	Taux variable	64 910	-45 000	0	19 911	2 414
Instruments financiers dérivés	Taux fixe	0	0	0	0	0
	Taux variable	0	0	0	0	82 285
<b>POSITION NETTE APRES COUVERTURE</b>		-2 400	-13 256	-29 636	-45 292	-44 523
	Taux variable	64 910	-45 000	0	19 911	84 699

Le test de sensibilité mis en œuvre a été effectué sur une base nette de couverture de taux des emprunts à taux variables au 31 décembre 2017. En prenant comme hypothèse une hausse des taux court terme de 100 points de base, l'impact sur le résultat avant impôt du Groupe serait non significatif.

## 22.5 Risque matières

Le Groupe LATECOERE est exposé au risque matière dans le cadre de ses achats de matières premières, essentiellement l'aluminium, l'acier et le titane. Depuis 2007, le Groupe a négocié des contrats avec ses principaux fournisseurs soit de façon indépendante, soit dans le cadre des programmes de ses clients. Ces contrats sont conclus sur 2 à 3 ans comprennent des clauses de prix qui reviennent soit à les rendre constants sur la durée du contrat, soit à les faire évoluer selon un indice prévu à l'avance, en moyenne plus faible que les augmentations passées. Dans le cadre de certains contrats, la matière est confiée par le client, ce qui diminue le risque pour le Groupe.

## 22.6 Risque actions

Le Groupe détient essentiellement des actions LATECOERE, dont les variations sont ajustées en fonction du cours de clôture. Les titres auto-détenus sont comptabilisés en diminution des capitaux propres dans les comptes consolidés. Le montant des titres auto-détenus au 31 décembre 2017 s'élève à 113 K€.

Compte tenu du fait qu'à la clôture de l'exercice la Société ne détient que 20 204 de ses propres actions dans le cadre du contrat de liquidité, l'impact de variation du cours serait non significatif.

Par ailleurs, le Groupe ne détient pas d'autres actions significatives cotées et n'est à ce titre pas exposé au risque de fluctuation des cours de bourse.



## NOTE 23 EFFECTIF MOYEN

	31-déc.-17				31-déc.-16
	Cadres	ETAM	Ouvriers	Total	Total
LATECOERE	327	496	92	914	988
LATECOERE do BRASIL	39	144	186	369	419
LATECOERE Czech Republic s.r.o.	39	275	481	795	758
LATECOERE Mexico Services	36	0	97	133	103
LATECOERE Inc.	5	1	0	6	5
LATECOERE Bulgarie	2	5	0	7	0
<b>Aérostructure Industrie</b>	<b>447</b>	<b>921</b>	<b>856</b>	<b>2 223</b>	<b>2 272</b>
LATelec	163	232	258	652	671
SEA LATelec	52	121	691	865	853
LATelec GmbH	37	42	28	107	112
LATelec Mexico Services	50	0	276	325	277
LATsima	21	22	200	242	69
<b>Systèmes d'Interconnexion</b>	<b>322</b>	<b>417</b>	<b>1 453</b>	<b>2 191</b>	<b>1 982</b>
<b>GROUPE</b>	<b>769</b>	<b>1 337</b>	<b>2 308</b>	<b>4 414</b>	<b>4 254</b>

## NOTE 24 ENGAGEMENTS FINANCIERS ET PASSIFS EVENTUELS

### 24.1 Engagements financiers

Les engagements donnés par le Groupe à la clôture de l'exercice se présentent comme suit :

En milliers d'euros	31-déc.-17				31-déc.-16
	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	Total	Total
Créances clients données en garantie (1)	77 056	0	0	77 056	66 747
Nantissements, hypothèques et suretés réelles (2)	13 041	10 066	0	23 106	180 567
<b>TOTAL</b>	<b>90 097</b>	<b>10 066</b>	<b>-</b>	<b>100 163</b>	<b>247 314</b>

- (1) Les créances clients données en garantie correspondent aux créances financées par le Factor dans le cadre du contrat d'affacturage
- (2) Ces nantissements portent sur des éléments d'actifs reconnus au bilan pour 12,5 M€ et sur des éléments incorporels non reconnus au bilan pour 10,6 M€.

### 24.2 Engagements au titre des contrats de location simple

Dans le cadre de son exploitation, le Groupe est amené à mettre en place des contrats de location simple. Le montant de la charge de l'exercice s'élève à 6 M€. Les principaux contrats sont les suivants :

- véhicules de location ;
- location de matériels informatiques et bureautiques (équipements bureautiques général et technique, photocopieurs, fax ...)
- locations immobilières ;
- locations diverses (ponctuelles).

L'ensemble de ces contrats ne comporte aucune clause spécifique pouvant avoir un impact sur le mode de renouvellement ou de résiliation de ces contrats.



### 24.3 Autres engagements

Dans le cadre de ses activités courantes, le Groupe a des engagements d'achats liés à la production. Ces engagements reposent principalement sur les prévisions de cadence des donneurs d'ordre et sont réalisés à des conditions normales de marché.

Le Groupe a également donné dans le cadre de ses activités courantes des engagements auprès des douanes pour un montant total de 0,6 M€

Latécoère fait appel à des prestations de conseil portant sur la conduite de la transformation du Groupe rémunérées à partir du moment où les initiatives commencent à délivrer des résultats. Selon ce principe de rémunération, les initiatives dont les plans d'actions sont en cours d'exécution à la clôture correspondent à un engagement de rémunération à hauteur de 4 M€.

### 24.4 Autres passifs éventuels

Dans le cadre de la cession de la phase 1 du site de Périole, une partie du coût effectif des travaux de dépollution pourrait être supportée par la société Latécoère SA pour un montant maximal de 650 K€ selon les dernières estimations à date. S'agissant d'un passif éventuel, aucune provision n'a été constituée.

### 24.5 Entités non consolidées

LATECOERE détient 24,81 % du capital de CORSE COMPOSITES AERONAUTIQUE.

Cette participation, aux côtés des autres actionnaires, Airbus, Dassault et SAFRAN permet au Groupe de renforcer ses compétences dans le domaine des matériaux composites.

Le Groupe n'exerce plus d'influence notable sur la société Corse Composites Aéronautique depuis le 1<sup>er</sup> avril 2013. Par conséquent, cette société a été déconsolidée et l'actif financier a été classé en autres actifs financiers. Les titres de la société ont fait l'objet d'un test de dépréciation conduisant à une reprise de provision pour dépréciation de titres de 0,9 M€ au 31 décembre 2017.

Les données ci-après récapitulent les principaux indicateurs financiers de CORSE COMPOSITES AERONAUTIQUE (données à 100%) :

- CA 2017 : 67,5 M€ (55,1 M€ en 2016)
- Résultat net 2017 : 1,4 M€ (1 M€ en 2016).

Le Groupe n'a pas accordé de soutien financier à la société CORSE COMPOSITES AERONAUTIQUE.

Les sociétés suivantes, nouvellement créées dans le courant de l'exercice 2017, ne sont pas significatives prises individuellement ou dans leur ensemble :

- Latelec Interconnection Inc
- Latécoère Interconnection Systems, Inc
- Latécoère Interconnection Systems Japan K.K

## NOTE 25 PARTIES LIEES

### 25.1 Principaux flux avec les parties liées

Relation de l'exercice 2017 avec des entités non consolidées au 31 décembre 2017 :

<i>En milliers d'euros</i>	Groupe LATECOERE	CCA
Produits opérationnels	0	615
Achats	615	0
Clients	0	66
Dettes	66	0

Les transactions avec les parties liées se font sur la base de prix de marché.

## 25.2 Rémunération des dirigeants

Le Groupe a défini comme « Key managers » les personnes ayant les fonctions suivantes :

- membres du Conseil d'Administration de la société LATECOERE ;
- membres du comité exécutif de la société LATECOERE ;
- directeurs ou gérants de filiales consolidées par intégration globale.

Pour l'ensemble des personnes entrant dans la définition ci-dessus, le total des rémunérations, avantages acquis ou à acquérir représentent au 31 décembre 2017 la somme de 3 573 K€ contre 3 285 K€ au 31 décembre 2016. Le montant relatif aux engagements de retraites et médailles du travail s'élève à 151 K€ au titre de l'exercice 2017 contre 231 K€ au titre de l'exercice 2016.

La rémunération due au titre de l'exercice 2017 de l'ensemble des membres du conseil d'administration au titre de leur mandat s'élève à 468 K€. Au 31 décembre 2016 la rémunération due de l'ensemble des membres du conseil de surveillance et du conseil d'administration au titre de leur mandat s'élevait à 420 K€.

## 25.3 Principales relations entre la société LATECOERE et ses filiales

Les principaux flux intra-groupe concernent des flux économiques relatifs à la production de sous-ensembles.

Le Groupe est organisé autour de deux activités : l'« Aérostructures » et les « Systèmes d'interconnexion ». Chaque société leader d'une division ou activité possède des filiales (en France ou à l'Étranger) lui permettant de répondre à ses besoins industriels. Compte tenu de l'organisation générale du Groupe, les différentes sociétés faisant partie du périmètre de consolidation peuvent avoir des relations industrielles et commerciales entre elles afin de répondre aux besoins de production de chaque entité. Les transactions intra-Groupe étant variables, il n'est pas possible d'en définir à priori les montants annuels.

Les conditions de règlements applicables entre les différentes sociétés du Groupe sont en adéquation avec celles applicables aux autres fournisseurs et prennent en compte, le cas échéant, les besoins ponctuels liés à la gestion de trésorerie centralisée.

La société LATECOERE, maison mère du Groupe, centralise certains actes de la gestion globale des filiales (management général, gestion des assurances et des risques, gestion financière...). De ce fait, elle facture à ses filiales des « frais de siège » intégrant les coûts relatifs de ces postes.

Par ailleurs, dans le cadre de la gestion de trésorerie centralisée, la société LATECOERE peut être amenée à octroyer à ses filiales (détenues directement) des avances en compte courant (trésorerie court terme) ou des prêts (moyen ou long terme) en vue de permettre le financement des investissements immobiliers et industriels. Les financements court terme font l'objet de conventions réglementées et sont porteurs d'intérêts. Les prêts font l'objet de contrats spécifiques reprenant l'objet du financement, la durée ainsi que le taux appliqué.

Dans certains cas, cette méthode de financement interne au Groupe peut être mise en place entre une filiale de la société LATECOERE et sa / ses sous-filiale(s), les procédures et conditions restant identiques à celles décrites ci-dessus. A l'exception des sociétés du Groupe et des relations avec les « Key Managers » mentionnées ci-dessus, il n'existe pas d'opération significative avec des parties liées hors-Groupe.

En France, la société LATECOERE s'est constituée depuis l'exercice fiscal 2009 seule redevable de l'impôt sur les sociétés, des contributions additionnelles assises sur l'impôt sur les sociétés et de l'imposition forfaitaire annuelle due au titre du Groupe fiscal qui comprend les sociétés LATECOERE, LATElec, et LATECOERE développement. La société LATECOERE Services ne fait plus partie du Groupe fiscal à compter de sa date de cession.

En application de la convention d'intégration fiscale, les filiales intégrées fiscalement supportent leur propre charge d'impôt, comme elles le feraient en l'absence d'intégration fiscale et versent les sommes correspondantes à la société LATECOERE, à titre de contribution au paiement des impôts du Groupe fiscal.

## **NOTE 26 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE**

---

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.